TELUS® Communiqué

12 février 2015

TELUS annonce de solides résultats pour le quatrième trimestre 2014 et annonce ses objectifs financiers pour 2015

Croissance des produits et des bénéfices tirée par les services mobiles et filaires
Forte croissance des abonnés avec un chiffre net de 135 000 nouvelles connexions clients
Une fidélité de la clientèle à la pointe de l'industrie avec des taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés de 0,94 %
1,5 milliard de $ versés aux actionnaires en 2014
Objectifs de croissance pour 2015 : hausse des produits de 5 % et hausse du BAIIA de 7 %

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a déclaré pour le quatrième trimestre de 2014, des produits d'exploitation consolidés en hausse de 6,1 pour cent par rapport à l'année précédente. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)[(1)] a augmenté de 5,3 pour cent pour atteindre 1,0 milliard $. Le revenu net a augmenté de 7,6 pour cent à hauteur de 312 millions $, tandis que le bénéfice par action (BPA) a progressé de 8,5 pour cent et atteint 0,51 $.

« En 2014, TELUS a encore une fois prouvé que la mobilisation sans égal des membres de l'équipe, axée sur notre stratégie gagnante et notre passion à placer le client d'abord, peut stimuler une performance financière et opérationnelle inégalée dans l'industrie tout en offrant des retours importants à nos actionnaires, a déclaré Darren Entwistle, président-directeur de TELUS. Au cours de l'année, nous avons eu le privilège d'offrir nos services à 538 000 nouveaux clients des services mobiles postpayés, télévision et Internet haute vitesse, un sommet dans l'industrie, tout en conservant notre leadership en matière de fidélité de notre clientèle. En particulier, nous avons atteint un taux de désabonnements annualisé des services mobiles postpayés de 0,93 pour cent, le meilleur résultat que nous ayons jamais atteint pour une année entière, tout en observant également une baisse de nos désabonnements pour Internet haute vitesse et la télévision. Ces résultats ont stimulé une performance financière solide, et notamment une croissance du revenu consolidé et du BAIIA de 5 pour cent ainsi qu'une croissance du bénéfice net et du BPA à deux chiffres. »

M. Entwistle a ajouté : « Notre performance financière et opérationnelle solide et cohérente en 2014 a également continué de soutenir nos programmes continus de rachats d'actions pluriannuels et de croissance des dividendes, qui nous ont permis d'offrir un retour de 1,5 milliard $ à nos actionnaires en 2014. Plus précisément, depuis 2004, nous avons offert un retour de 11 milliards $ aux actionnaires de TELUS, soit 18 $ par action. »

M. Entwistle a également ajouté : « Grâce à l'excellent bilan de notre équipe dans l'exécution de notre stratégie, en association avec notre composition d'actifs de haute qualité, nous nous fixons des objectifs financiers élevés pour 2015, et notamment une croissance des revenus, du BAIIA et du BPA respectivement, fixée à 5, 7 et 13 pour cent, ainsi que la génération d'un flux de trésorerie sain en hausse jusqu'à 27 pour cent. Non seulement ces objectifs soutiennent nos programmes pluriannuels de croissance des dividendes et de rachat d'actions, mais ils reflètent également la conviction que nous gèreront avec succès nos activités sans fil et filaire dans le contexte d'une industrie compétitive et d'une économie canadienne dynamique. »

Le président et chef de la direction de TELUS, Joe Natale, a déclaré : « Le pouvoir décisionnel de rester chez TELUS ou de partir est entre les mains des clients, et c'est très gratifiant de les voir, jour après jour, systématiquement voter pour rester chez TELUS, ou de quitter un autre fournisseur pour rejoindre TELUS. Placer nos clients au centre de nos préoccupations est le fondement de notre stratégie commerciale, une

source d'inspiration et de motivation formidable pour notre équipe, et en fin de compte, la raison pour laquelle nous obtenons toujours de solides résultats financiers. »

John Gossling, vice-président à la direction et chef des services financiers, a déclaré : « En 2014, nous avons encore renforcé notre solidité financière en augmentant nos liquidités et émis plus de 2 milliards de $ dans un nouvel emprunt à long terme moins coûteux. Avec ces nouvelles émissions d'emprunts, la durée moyenne, jusqu'à l'échéance de nos emprunts à long terme, est désormais de 10,9 ans, par rapport à 5,5 ans à la fin de l'année 2012, et le taux d'intérêt moyen a chuté à 4,72 pour cent, par rapport à 5,44 pour cent à la fin de l'année 2012. Grâce à notre solide performance financière et d'exploitation en 2014, soutenue par l'un des bilans les plus solides parmi nos pairs canadiens, TELUS reste en position de force pour réaliser les bons investissements stratégiques dans notre entreprise, y compris en participant aux enchères sur le spectre AWS-3 et 2 500 MHz à venir, tout en offrant simultanément des retours importants à nos actionnaires. »

FAITS SAILLANTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audité)	Trimestre clos le 31 décembre 2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels	3 128	2 948	6,1
Charges opérationnelles avant dépréciation et amortissements	2 127	1 997	6,5
BAIIA[1]	1 001	951	5,3
BAIIA, frais de restructuration et autres frais similaires exclus[1][2]	1 027	984	4,4
Bénéfice net	312	290	7,6
Bénéfice net ajusté[3]	327	301	8,6
Bénéfice par action (BPA)	0,51	0,47	8,5
BPA ajusté[3]	0,53	0,49	8,2
Dépenses d'investissement	570	577	(1,2)
Flux de trésorerie disponibles[4]	337	136	147,8
Total des connexions clients[5]	13,678	13,296	2,9

(1) Le BAIIA n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Nous donnons des indications et faisons état de notre BAIIA parce qu'il s'agit d'un instrument clé de l'évaluation de la performance à un niveau consolidé et segmenté. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez vous reporter à la Section 5.1 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2014 ci-joint.

(2) Pour le quatrième trimestre de 2014 et de 2013, les coûts de restructuration et autres frais similaires étaient respectivement de 26 millions $ et de 33 millions $.

(3) Le bénéfice net ajusté et le BPA ajusté n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant (après impôts sur les bénéfices) : 1) les coûts de restructuration et autres frais similaires et 2) les ajustements associés à l'impôt sur les bénéfices. Pour une analyse plus approfondies des éléments susmentionnés, veuillez vous reporter à la Section 1.3 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2014 ci-joint.

(4) Les flux de trésorerie disponibles n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez vous reporter à la Section 5.1 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2014 ci-joint.

(5) La somme des unités d'abonnés mobiles (à l'exclusion des abonnés Public Mobile, qui sont tous prépayés), des lignes d'accès au réseau, des abonnés à l'accès Internet et des abonnés à TELUS TV (abonnés Optik TV™ et TELUS Satellite TV®). À compter du quatrième trimestre de 2013, et sur une base prospective, nous avons ajusté les abonnés mobiles postpayés pour en extraire les abonnés Mike®, parce que nous avons mis un terme à la commercialisation du produit Mike et commencé à débrancher le réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés inclut un ajustement réalisé le 1er octobre 2013 pour soustraire les clients des services mobiles postpayés comptant environ 94 000 abonnés à Mike, représentant les clients qui, selon nous, sont peu susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.

Une croissance des revenus consolidés a été générée à la fois dans les opérations mobiles et filaires. Le produit mobile de réseau était en hausse de 8,0 pour cent et le produit filaire en hausse de 7,1 pour cent par rapport à l'an passé. Dans le secteur mobile, le produit a été principalement généré par la croissance continue du nombre des abonnés et une plus grande utilisation du service de transmission des données du fait de l'adoption constante des téléphones intelligents et de l'expansion de la couverture du réseau LTE de TELUS. La croissance du produit des données du secteur filaire a été générée principalement par une

augmentation du produit des services Internet et des données améliorées du fait d'une hausse constante du nombre des abonnés aux services Internet haute vitesse, ainsi que par un produit par client également en hausse et par une augmentation du nombre des abonnés aux services TELUS TV. Le produit combiné des données généré par les opérations mobiles et filaires a augmenté de 15 pour cent au cours de la même période par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 1,7 milliard $, ce qui représente un revenu consolidé de 55 pour cent pour le quatrième trimestre.

TELUS a attiré un total net de 135 000 nouvelles connexions client (connexions Public Mobile exclues) pour le trimestre, soutenu par le gain de 118 000 clients postpayés mobiles, 28 000 abonnés à TELUS TV et 22 000 clients au service Internet haute-vitesse, en partie freiné par la perte des clients prépayés sans-fil et des lignes d'accès au réseau. La base totale de 8,1 millions d'abonnés mobiles est en hausse de 3,8 pour cent par rapport à l'année dernière, les connexions à Internet haute-vitesse sont en hausse de 5,7 pour cent à hauteur de 1,48 million et le nombre d'abonnés au service TELUS TV a augmenté de 12 pour cent pour atteindre 916 000.

L'engagement continu de TELUS à accorder la priorité à ses clients avant tout a généré une amélioration d'une année sur l'autre de trois points de base pour un taux de désabonnement mensuel des clients sans fils postpayés à 0,94 pour cent, pour le sixième trimestre consécutif au cours duquel cette mesure importante est en deçà de 1 pour cent.

Le flux de trésorerie disponible[(4)] de 337 millions $ a augmenté de 148 pour cent par rapport à l'an passé du fait du BAIIA plus élevé, des paiements fiscaux moins élevés et des contributions de l'employeur moins élevées aux retraites à prestations déterminées.

Au cours du quatrième trimestre, TELUS a distribué 345 millions $ à ses actionnaires, dont 233 millions $ de dividendes payés et l'achat de 112 millions $ d'actions dans le cadre de son programme d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) de 2015. Pour l'année, TELUS a distribué 1,5 milliard $ à ses actionnaires, dont 913 millions $ de dividendes payés et environ 15,8 millions $ en achats d'actions pour 612 millions $ dans le cadre de ses programmes d'OPRCNA 2014 et 2015 avancés.

Le présent communiqué contient des énoncés au sujet de futurs événements et rendements financiers et opérationnels de TELUS (la Société), y compris concernant les hausses de dividendes futures et les offres publiques de rachat dans le cours normal des activités jusqu'en 2016 et les objectifs annuels pour 2015 et des conseils, qui sont de nature prospective. Par leur nature même, ces énoncés prospectifs exigent de la Société qu'elle pose des hypothèses et formule des prévisions, et sont assujettis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué de presse est assujetti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses pour les indications annuelles pour 2015, les hausses de dividendes semestrielles jusqu'en 2016 et notre capacité à soutenir et à réaliser notre programme d'achat d'action pluriannuel jusqu'en 2016), des qualifications et des facteurs de risque mentionnés dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles du quatrième trimestre et dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles de 2014, ainsi que dans les autres documents d'information publiés par TELUS et les documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à sedar.com) et des États-Unis (sur EDGAR à sec.gov). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à son appréciation, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et prévisions annuelles.

Faits saillants de la société

En 2014, TELUS a réalisé des contributions et des investissements importants auprès des communautés et dans l'économie canadienne au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe :

- Payé, collecté et versé un total de 1,9 milliard $ de taxes aux gouvernements fédéral, provincial et municipal au Canada constitué de taxes sur le revenu d'entreprise, taxes de ventes, taxes foncières et taxes salariales. Depuis 2002, la Société a payé plus de 14,4 milliard $ de telles taxes.
- Acheté des licences de spectre mobiles pour 1,1 milliard $ dans les enchères de spectre de 700 MHz et payé des frais annuels de renouvellement du spectre d'environ 59 millions $ au gouvernement fédéral canadien. Depuis 2002, les versements d'impôts et de spectre aux gouvernements fédéral, provincial et municipal au Canada ont totalisé 16,4 milliards $.
- Investi plus de 2,3 milliards $ de capital dans les communautés de tout le Canada et plus de 26 milliards depuis 2000.
- Dépensé 7,5 milliards $ dans l'ensemble des dépenses d'exploitation, y compris des biens et des services achetés pour 5,2 milliards $, et depuis 2000, dépensé respectivement 83 milliards $ et 54 milliards $ dans ces secteurs.
- Généré pour un total de 2,6 milliards $ en salaires des membres de l'équipe dont 543 millions $ de taxes salariales et, depuis 2000, un total de 34 milliards $ en salaires des membres de l'équipe.
- Un montant total des dividendes payés aux individus, aux propriétaires de fonds communs de placement, aux fonds de pensions et aux investisseurs institutionnels de 913 millions $.
- Acheté et annulé 15,8 millions d'actions ordinaires de TELUS pour environ 612 millions $ au nom des actionnaires en vertu des programmes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de l'entreprise.
- Distribué 11 milliards $ aux actionnaires par l'intermédiaire de nos programmes de dividendes et de rachats d'action depuis 2004, y compris 6,6 milliards $ de dividendes et 4,4 milliards $ en rachats d'actions.
- Réalisé un total de contributions charitables de l'entreprise, des employés et des retraités de plus de 44 millions $ et de plus de 396 millions $ depuis 2000.
- Effectué un nombre total de 635 000 heures de bénévolat de la part des membres de l'équipe et de nos retraités, et plus de 6 millions d'heures depuis 2000.

Faits saillants opérationnels

Services mobiles de TELUS

- Les produits tirés du réseau sans fil ont augmenté de 115 millions de $, ou 8,0 pour cent, pour atteindre 1,55 milliard au quatrième trimestre de 2014, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance était soutenue par l'expansion continue de la base d'abonnés, une utilisation des données plus importante en conséquence de la hausse constante de l'adoption des téléphones intelligents, l'élargissement de la couverture du réseau LTE de TELUS, des produits d'itinérance des données en gros plus élevés et une adoption accrue par les client des plans sur deux ans à un tarif plus élevé.
- Le PMAA combiné (clients Public Mobile exclus) a augmenté de 3,8 pour cent pour atteindre 64,20 $, reflétant ainsi le dix-septième trimestre consécutif de croissance en cumul annuel du PMAA combiné de TELUS.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a chuté de trois points de base d'un exercice à l'autre pour se fixer à 0,94 pour cent. Le taux de désabonnement mensuel combiné (clients Public Mobile exclus) a reculé de 8 points de base, pour se fixer à 1,33 pour cent. Ce faible taux de désabonnement de TELUS reflète la réussite de l'approche du service axé sur le client avant tout, des investissements dans la rétention de la clientèle et d'une portion plus élevée des clients postpayés dans la base d'abonnés de TELUS.
- Le nombre total de nouveaux abonnés au service mobile (clients Public Mobile exclus) est de 110 000, en hausse de 21 pour cent par rapport à la même période il y a un an. Le nombre total de nouveaux clients postpayés est de 118 000, soit 4,4 pour cent de hausse, tandis que les pertes nettes de 8 000 clients prépayés (Public Mobile exclus) est en hausse de 14 000 d'une année sur l'autre. Le nombre total d'abonnés aux services mobiles (clients mobiles publics exclus) est en hausse de 3,8 pour cent ou 293 000 abonnés par rapport au dernier exercice pour atteindre 8,1 millions. Les abonnés postpayés à

forte valeur ajoutée représentent 88 pour cent du nombre total d'abonnés de TELUS (clients mobiles publics exclus).

- Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentent maintenant 81 pour cent des abonnés aux services postpayés de TELUS, une hausse de 77 pour cent par rapport au dernier exercice.
- Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est élevé à 629 millions $, une hausse de 37 millions $, ou 6,3 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, du fait principalement de la croissance des produits tirés des services de réseau, en partie compensée par des coûts de rétention plus élevés et un service clientèle plus élevé, et des dépenses d'exploitation de réseau nécessaires pour soutenir la base de clientèle la plus large.
- Le BAIIA mobile moins les dépenses d'investissement a affiché une augmentation de 62 millions $ pour atteindre 441 millions $ au quatrième trimestre, du fait d'un BAIIA plus élevé et de dépenses de capital moins élevées.

Services filaires de TELUS

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 21 millions $, ou 1,5 pour cent, pour atteindre 1,38 milliard de $ au quatrième trimestre de 2014, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été générée par un produit des transmissions de données en hausse, en partie compensé par une chute des produits des services de transmission de la voix et longue-distance traditionnels, ainsi que de ventes d'équipement en baisse.
- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont progressé de 60 millions de $, ou 7,1 pour cent, du fait de la croissance continue du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et de revenus par client plus élevés, d'un nombre d'abonnés à TELUS TV plus élevé, de l'augmentation des services externalisés des processus commerciaux et de revenus de TELUS Health accrus.
- Le nombre total net de 28 000 nouveaux abonnés au service de télévision était en baisse de 10 000 abonnés par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent en raison principalement d'un ralentissement de la croissance du marché. Le nombre total de 916 000 abonnés au service de télévision affiche une progression de 101 000 abonnés, ou 12 pour cent par rapport à il y a un an.
- Il y a eu 22 000 ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse, soit une augmentation de 1 000 abonnés en glissement annuel. Le service haute vitesse compte 1,48 million d'abonnés, soit 80 000, ou 5,7 pour cent de plus qu'au dernier exercice.
- Pour le trimestre, le nombre total de lignes d'accès au réseau (LAR) est en chute de 25 000 lignes par rapport aux 30 000 lignes de l'exercice précédent. Les 20 000 pertes des LAR résidentielles représentent une amélioration de 5 000 lignes ou 20 pour cent par rapport à la même période de l'exercice précédent, tandis que les LAR commerciales ont chuté de 5 000 lignes, un chiffre égal à celui de l'année passée. L'amélioration des pertes des LAR résidentielles reflète le succès des initiatives de priorité accordée au client et de notre stratégie de services groupés compensé par le remplacement et la concurrence continus du mobile et d'Internet.
- Le BAIIA des services filaires de 372 millions $ a augmenté de 13 millions $, ou 3,4 pour cent, en cumul annuel. L'amélioration reflète principalement les produits continus d'Internet haute vitesse, des transmissions des données améliorées et du service TELUS TV, ainsi que les initiatives continues d'efficacité d'exploitation.
- Le BAIIA du filaire moins les dépenses d'investissement ont chuté pour atteindre (10) millions $ du fait principalement que le BAIIA plus élevé a été plus que compensé par les dépenses d'investissement plus élevées qui ont soutenu la croissance à long terme de TELUS. Les dépenses d'investissement ont augmenté au cours de la même période l'an dernier du fait des investissements continus dans l'infrastructure du réseau à large bande, y compris en connectant davantage de foyers et d'entreprises directement à notre réseau à fibre optique à large bande, et à l'aide d'investissements pour soutenir la croissance du service aux entreprises et les initiatives de priorité aux clients.

TELUS établit ses objectifs financiers pour 2015

TELUS a annoncé aujourd'hui ses objectifs financiers pour 2015 qui reflètent la poursuite de sa stratégie nationale de croissance éprouvée, une stratégie de longue date axée sur le sans-fil et les données.

Les objectifs de TELUS pour 2015 reposent sur les résultats positifs réalisés dans les secteurs des services mobiles et filaires en 2014, y compris la croissance des produits et du BAIIA dans les deux segments

d’exploitation de l’entreprise. TELUS prévoit de générer une croissance future à travers la croissance continue du nombre d'abonnés et la demande accrue de données sans fil. TELUS s'attend aussi à bénéficier de produits d'Internet et des données améliorés plus élevés provenant de la croissance continue du nombre d’abonnés aux services Internet haute vitesse et de revenus par client plus élevés, d'un nombre d'abonnés à TELUS TV plus élevé, de l'augmentation des services externalisés des processus commerciaux et de revenus de TELUS Santé accrus.

Ces objectifs démontrent les avantages des grands investissements stratégiques que réalise actuellement la société dans les réseaux et les services, combinés à une exécution opérationnelle axée sur le client, qui se sont soldés par une croissance des produits et de la rentabilité et par la génération de robustes flux de trésorerie disponibles permettant à TELUS de distribuer des quantités de capital conséquentes à ses actionnaires grâce à la hausse de son dividende et à ses programmes de rachats d'actions.

	Objectifs 2015	**Résultats 2014**	**Croissance**
Chiffres consolidés			
Produits	**12,350 à 12,550 milliards $**	12,0 milliards $	**3 à 5 %**
BAIIA, frais de restructuration inclus[1]	**4,325 à 4,500 milliards $**	4,216 milliards $	**3 à 7 %**
Bénéfice par action de base	**2,40 $ à 2,60 $**	2,31 $	**4 à 13 %**
Dépenses d'investissement[2]	**Similaire à 2014**	2,359 milliards $	**-**
Secteur des services mobiles			
Produits réseau (externes)	**6,175 à 6,300 milliards $**	6,0 milliards $	**3 à 5 %**
BAIIA, frais de restructuration exclus	**2,850 à 2,950 milliards $**	2,757 milliards $	**3 à 7 %**
Secteur des services filaires			
Produits (externes)	**5,525 à 5,625 milliards $**	5,415 milliards $	**2 à 4 %**
BAIIA, frais de restructuration exclus	**1,550 à 1,625 milliard $**	1,534 milliard $	**1 à 6 %**

1) Bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) après les coûts de restructuration. Les coûts de restructuration totaux sont estimés à environ 75 millions $ en 2015, cohérent avec 2014.
2) Les objectifs et les résultats des dépenses d'immobilisations excluent les dépenses consacrées aux droits de licence de spectre.

Pour 2015, TELUS cible une croissance consolidée des produits en glissement annuel comprise entre 3 et 5 pour cent, tandis que le BAIIA ciblé avec frais de restructuration inclus et autres coûts similaires est haussé de 3 à 7 pour cent. Les produits et le BAIIA devraient bénéficier de la poursuite de la solide exécution des deux services d'exploitation mobiles et filaires et de la croissance continue des services de transmission de données. Le bénéfice par action (BPA) devrait augmenter de 4 à 13 pour cent, en raison de la croissance du BAIIA combinée à une réduction des actions en circulation reflétant nos programmes de rachat d'actions.

L’objectif relatif aux produits des services mobiles est une hausse comprise entre 3 et 5 pour cent en 2015, en raison de la croissance modérée du nombre d’abonnés et des PMAA. Le chargement des abonnés devrait bénéficier d'un gain de pénétration de l'industrie mobile canadienne d'environ un point de pourcentage stimulé par une croissance continue du nombre d'abonnés postpayés, tandis qu'il est prévu que les PMAA bénéficieront de la hausse constante de l'utilisation des données et de l'adoption continue de plans à deux ans, partiellement compensé par des produits de transmission de la voix moins importants. TELUS devrait continuer de profiter de ses investissements dans le réseau 4G long-term evolution (LTE), qui entraîneront une croissance continue des produits tirés des services de transmission de données et des services d’itinérance, et nous aideront à compenser les produits des services de transmission de la voix plus faibles. Une hausse comprise entre 3 et 7 pour cent du BAIIA, frais de restructuration et autres coûts similaires exclus, du secteur des services mobiles est prévue.

Dans le secteur des services filaires, il est prévu que les produits augmenteront de 2 à 4 pour cent en 2015, puisque nous anticipons une croissance continue des produits de données d'Internet à haut débit, de l'externalisation du processus commercial, des soins de santé et de TELUS TV, partiellement compensé par les réductions continues des produits de transmission de la voix traditionnels. Le BAIIA du service filaire, frais de restructuration et autres coûts similaires exclus, devrait augmenter de 1 à 6 pour cent, soutenu par la croissance des produits et des initiatives d'efficience continues, partiellement compensée par la tendance constante de l'industrie à la perte de produit des services de transmission de la voix aux marges plus élevées.

Pour 2015, les dépenses d'investissement consolidées, acquisitions de licences du spectre exclues, devraient être similaires à celles de 2014. TELUS envisage de poursuivre ses investissements dans son infrastructure filaire et mobile du réseau à large bande, y compris en connectant davantage de foyers et d'entreprises directement au câble à fibre optique et avec le déploiement continu du spectre mobile à 700 MHz, ainsi que dans la résilience et la fiabilité du réseau et du système pour soutenir nos initiatives continues de priorité aux clients. L'intensité du capital exprimée en pourcentage des produits consolidés devrait s'établir à environ 19 pour cent.

La divulgation qui précède concernant les objectifs financiers de TELUS pour 2015 contient des renseignements prospectifs et est pleinement visée par la « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » au début de l'analyse des opérations pour le quatrième trimestre et du rapport de gestion de la direction pour l'année complète de 2014, joint à la présente; ils reposent sur les attentes et hypothèses de la direction, énoncées à la section 1.5, « Objectifs financiers et opérationnels pour 2015 », du même rapport de gestion.

Déclaration de dividende
Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 40 cents (0,40 $) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 1er avril 2015 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2015. Le montant du dividende du premier trimestre représente une hausse de quatre cent, ou 11,1 pour cent, par rapport au dividende de 36 cents versé au 1er avril 2014.

À propos de TELUS
TELUS (TSX: T, NYSE: TU) est la société de télécommunications connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 12 milliards de dollars et à plus de 13,7 millions de connexions clients, dont 8,1 millions d'abonnés à des services mobiles, 3,2 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,5 million d'abonnés à des services Internet et 916 000 clients de TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement en plus d'être le fournisseur informatique du domaine des soins de santé le plus important au Canada.

Fidèles à leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 396 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert plus de 6 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. Créés en 2005 par Darren Entwistle, président-directeur du conseil d'administration, les onze comités d'investissement communautaire de TELUS, présents partout au pays, dirigent les activités de soutien de l'entreprise aux organismes de bienfaisance locaux et auront remis 47 millions de dollars à 3 700 organismes locaux d'ici la fin de 2014, enrichissant la vie de plus de deux millions d'enfants et de jeunes au Canada. TELUS a reçu l'honneur d'être désignée comme l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour en savoir plus sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

Personne-ressource pour les médias :
Shawn Hall
(604) 619-7913
shawn.hall@telus.com

Personne-ressource pour les relations avec les investisseurs :
Paul Carpino
(647) 837-8100
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels
Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires, le rapport et les déclarations financières de la direction pour l'année 2014 et la version intégrale de notre rapport annuel 2013 sur notre site Web à telus.com/investors.

La **conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du quatrième trimestre de 2014 et les objectifs pour 2015, est fixée au 12 février 2015 à 11 h HE (08h00 HP)** et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investors. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 12 février au 20 mars en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1172156# et le code d'accès 92105#. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investors, et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION

Analyse par la direction des activités d'exploitation

Quatrième trimestre de 2014

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes TELUS, la société, « nous », « notre », « nos », « nôtre » et « nous-mêmes » se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Les énoncés prospectifs incluent des énoncés concernant les objectifs, les perspectives et les indications pour l'exercice et les mises à jour qui y sont apportées, notre programme pluriannuel de croissance des dividendes, notre programme pluriannuel de rachat d'actions et les tendances. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *prévoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs. Par leur nature, les énoncés prospectifs ne renvoient pas à des faits historiques, ils peuvent faire l'objet de risques et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. En conséquence, les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs. Les objectifs annuels pour 2015 et les hypothèses connexes sont décrits aux *rubriques 1.4* et *1.5*.

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement des énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport et dans les autres documents déposés par TELUS incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications établies, les nouveaux venus, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement en pleine croissance; l'entrée possible sur le marché de nouveaux concurrents; la concurrence concernant le spectre pour les services sans fil; notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée; les pertes de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse de TELUS ainsi que les coûts connexes; les pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») découlant des conditions du marché et des mesures prises par le gouvernement; la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; ainsi que notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris le fait que le gouvernement fédéral a laissé savoir qu'il a l'intention d'accroître davantage la concurrence dans le secteur des services mobiles, laquelle comprend un quatrième fournisseur de services mobiles au pays, de réduire les tarifs liés aux services d'itinérance offerts sur les réseaux mobiles au Canada, y compris la recommandation du Bureau de la concurrence faite au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») selon laquelle des mesures devraient être prises pour que les nouveaux fournisseurs de services bénéficient de conditions d'accès plus favorables aux services d'itinérance ainsi que d'exiger un plus important dégroupage des chaînes de télévision; les futures enchères de spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre réservé favorisant les nouvelles entreprises de télécommunications et les autres avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'issue de l'examen des services filaires de gros obligatoires effectué par le CRTC, y compris la prise en compte de l'accès obligatoire des concurrents aux installations de fibres optiques jusqu'aux locaux de l'abonné; les exigences accrues en matière financement concernant les installations de télécommunications au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, de même que les modifications possibles de la portée et de la nature des obligations en matière de services de base, y compris des vitesses d'accès à Internet minimales plus élevées; l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; la surveillance continue des restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la conformité à ces restrictions; la modification, l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; ainsi que la non-harmonisation des lois provinciales visant la protection des consommateurs, particulièrement à la lumière du nouveau Code sur les services sans fil du CRTC (le « Code ») qui est entré en vigueur le 2 décembre 2013 et les éventuels défis opérationnels liés au Code en raison de contrats de clients d'une durée de deux ans et de trois ans qui arriveront à échéance simultanément en 2015.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles, de même que la plus faible croissance générale du nombre d'abonnés dans le secteur des services filaires; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement comme Skype; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi; ainsi que les services par contournement IP (protocole Internet) qui pourraient supplanter les services de télévision et de divertissement ou se répercuter sur les produits.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale; notre recours à des systèmes existants et à la technologie de l'information; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long term evolution*); notre besoin à long terme d'obtenir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits, de nouveaux services et systèmes de soutien; la fiabilité du réseau et la gestion des changements (y compris

les risques au chapitre de la technologie et de la fidélisation des abonnés liés à la migration vers de nouveaux centres de données Internet plus efficients et la concrétisation des avantages prévus); le moment auquel auront lieu les mises hors service de certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation; le moment auquel aura lieu la mise hors service des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts de migration connexes des abonnés et les risques liés à la fidélisation des abonnés; la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande; ainsi que la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV[MD], qui dépendent de tiers fournisseurs.

- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la vigueur et le caractère durable de la croissance économique au Canada, qui pourraient être touchés par des faits nouveaux d'ordre économique à l'étranger; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; l'incidence des prix à la baisse du pétrole; le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de notre déploiement du spectre acquis relatif à la technologie LTE et de futures technologies mobiles, des initiatives liées aux services à large bande filaires, des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau, de la demande des abonnés visant les services de transmission de données, des nouvelles initiatives liées aux centres de données Internet et des enchères de spectre que doit tenir Industrie Canada concernant le spectre des SSFE-3 (1 755 à 1 780 MHz et 2 155 à 2 180 MHz) ainsi que la bande de fréquence de 2,5 GHz (2 500 à 2 690 MHz), qui sont actuellement prévues pour mars 2015 et avril 2015, respectivement.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité d'effectuer des refinancements.
- La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016 et la capacité de maintenir et d'exécuter un programme pluriannuel de rachat d'actions jusqu'en 2016. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation, l'environnement concurrentiel, la performance économique au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau des dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Le programme de rachat d'actions pourrait être touché par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, ainsi que par l'évaluation et la détermination de la situation financière par le conseil de temps à autre. En conséquence, il n'existe aucune certitude que ces programmes seront maintenus jusqu'en 2016.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel, de même que l'issue des futures négociations collectives visant la convention conclue avec le Syndicat des travailleurs(euses) en télécommunications (« STT »), qui arrivera à échéance à la fin de 2015.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Ces initiatives comprennent notre programme de bonification du bénéfice visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »); l'intégration des activités; l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation; les activités d'approvisionnement; ainsi que le regroupement de biens immobiliers.
- Les risques liés aux processus, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités; la mise en œuvre d'ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; ainsi que les risques liés aux activités d'aménagement des coentreprises immobilières.
- Les questions fiscales, y compris les lois fiscales complexes susceptibles de faire l'objet d'interprétations par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles, les épidémies et les pandémies; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à faire en sorte que notre défense dans le cadre des enquêtes, des réclamations et des poursuites, y compris les recours collectifs intentés contre nous, soit couronnée de succès, de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions ou les dessaisissements soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse **sedar.com**) et auprès de la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse **sec.gov**). La *rubrique 10*, *« Risques et gestion des risques »*, de notre rapport de gestion annuel 2014, qui sera déposé concurremment, est intégrée par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Analyse par la direction des activités d'exploitation

Le 12 février 2015

Table des matières

Rubrique	Description
1. Introduction	1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation 1.2 Qui nous sommes 1.3 Faits saillants du quatrième trimestre de 2014 1.4 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement) 1.5 Objectifs financiers et opérationnels pour 2015
2. Analyse des résultats d'exploitation	2.1 Généralités 2.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances 2.3 Résultats d'exploitation consolidés 2.4 Secteur des services mobiles 2.5 Secteur des services filaires
3. Évolution de la situation financière	
4. Situation de trésorerie et sources de financement	4.1 Aperçu 4.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 4.3 Sorties liées aux activités d'investissement 4.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement 4.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 4.6 Facilités de crédit 4.7 Vente de créances clients 4.8 Notations du crédit 4.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 4.10 Information sur les actions en circulation 4.11 Transactions entre parties liées
5. Définitions et rapprochements	5.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 5.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités d'exploitation.

1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2014, qui doit être lue conjointement avec l'information financière résumée. Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). L'utilisation du terme IFRS dans la présente analyse par la direction des activités d'exploitation fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR, telles que le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), pour évaluer notre rendement, pour surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 5.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent document a été revu par le comité d'audit de TELUS, et notre conseil d'administration a approuvé sa publication le 12 février 2015.

1.2 Qui nous sommes

TELUS, qui est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications du Canada, affiche des produits annuels de 12,0 milliards de dollars et compte 13,7 millions de connexions clients, dont 8,1 millions d'abonnés aux services mobiles, 3,2 millions de lignes d'accès au réseau filaire, 1,5 million d'abonnés à Internet et 916 000 clients de TELUS TV. Notre effectif se chiffre à environ 43 670 employés, dont 28 065 au Canada. Fidèles à notre

philosophie visant à donner où nous vivons, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 396 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et ont offert plus de six millions d'heures de bénévolat dans les collectivités locales depuis 2000. Nous nous sommes classés à l'indice Dow Jones de durabilité en Amérique du Nord (l'« indice ») pour une 14e année d'affilée. L'indice classe le rendement des leaders mondiaux en matière de durabilité en se basant sur une évaluation approfondie de critères économiques, environnementaux et sociaux à long terme. Nous sommes la seule société de télécommunications au Canada et l'une des deux seules sociétés de télécommunications en Amérique du Nord inscrites à l'indice.

Notre orientation stratégique, notre culture et nos réalisations importantes

Notre orientation stratégique vise à tirer parti de la puissance d'Internet afin d'apporter aux Canadiens les meilleures solutions au foyer, au travail, et en mouvement. Notre culture est ancrée dans les valeurs de TELUS en matière de leadership et dans notre engagement à accorder la priorité aux clients, qui ont dans les deux cas été institués collectivement par les membres de l'équipe pour orienter nos actions ainsi que nos interactions avec les clients et entre nous. En 2014, nous avons fourni une expérience client exceptionnelle se traduisant par le plus faible taux de désabonnement combiné aux services mobiles enregistré depuis que nous sommes devenus une entreprise de télécommunications nationale il y a 14 ans. Aux deuxième, troisième et quatrième trimestres, nous avons affiché le taux de désabonnement aux services postpayés le plus faible en Amérique du Nord, en ce qui concerne les principales entreprises de télécommunications. Notre pénétration du marché des téléphones intelligents en 2014 a augmenté de quatre points pour atteindre 81 % de notre clientèle des services postpayés, résultat qui a étayé la forte croissance de 2,9 % des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA »). En 2014, nous avons également affiché la croissance la plus rapide des services filaires au Canada et enregistré une forte croissance du BAIIA ainsi qu'un accroissement de la marge. Le service Koodo Mobile s'est, pour une troisième année d'affilée, classé au premier rang parmi les fournisseurs de services mobiles autonomes, en ce qui concerne le degré de satisfaction des clients, et TELUS s'est classée au premier rang des fournisseurs de services intégrés au pays, dans le cadre de l'étude 2014 sur l'expérience totale des clients de services mobiles au Canada publiée par J.D. Power en mai. Le Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications (le « CPRST ») a publié son rapport annuel en novembre 2014. Pour une troisième année d'affilée, notre démarche en matière de service à la clientèle a donné lieu à une importante diminution du nombre de plaintes présentées au CPRST, ce nombre ayant diminué de 26 % par rapport à l'exercice précédent. Bien que nous ayons affiché une hausse importante du nombre de nouveaux abonnés aux services mobiles et filaires, TELUS est, de toutes les principales entreprises de télécommunications au pays, encore une fois celle pour laquelle le moins grand nombre de plaintes a été présenté.

Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

Croissance de l'économie

En janvier 2015, la Banque du Canada (la « Banque ») a déclaré que la forte chute des prix du pétrole devrait stimuler la croissance de l'économie mondiale, et que l'incidence défavorable de la baisse des prix du pétrole sur l'économie canadienne devrait graduellement être atténuée par la reprise de l'économie américaine, par la dépréciation du dollar canadien et par les politiques monétaires mises en place par la Banque. La Banque prévoit une amélioration graduelle de l'économie canadienne au second semestre de 2015, et elle s'attend à ce que la croissance réelle du produit intérieur brut (le « PIB ») s'établisse en moyenne à 2,1 % en 2015 et à 2,4 % en 2016. Elle s'attend par ailleurs à ce que l'économie recouvre son plein potentiel vers la fin de 2016.

Croissance de l'industrie des télécommunications canadienne

Selon nos estimations, la croissance des produits de l'industrie (compte tenu des produits tirés des services de télévision, mais en excluant ceux tirés des médias) s'est élevée à environ 2 % en 2014 (3 % en 2013). Nous estimons que la croissance des produits et du BAIIA du secteur des services mobiles au Canada s'est établie à près de 5 % et à plus de 5 %, respectivement, en 2014 (croissance des produits et du BAIIA de 3 % et de 6 %, respectivement, en 2013), tandis le secteur des services filaires au Canada a continué d'afficher une faible croissance des produits et un BAIIA stable ou à la baisse.

Faits les plus récents en matière de réglementation

Examen des frais pour les factures papier par le gouvernement fédéral

Le 21 octobre 2014, le gouvernement fédéral a déposé le projet de loi C-43, *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014*, dans lequel il proposait que la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications* soient modifiées de manière à interdire la facturation aux abonnés de frais pour les factures papier. Le 16 décembre 2014, le projet de loi C-43 a reçu la sanction royale, et les dispositions concernant les frais pour les factures papier ont maintenant prise d'effet. Nos résultats du quatrième trimestre de 2014 et nos objectifs financiers pour 2015 tiennent compte de l'incidence financière de la nouvelle loi concernant les factures papier. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *rubrique 10.4*, *« Questions de réglementation »*, de notre rapport de gestion annuel 2014.

1.3 Faits saillants du quatrième trimestre de 2014

Nouvelle nomination au sein du conseil d'administration

À la fin de 2014, nous avons annoncé que Mme Lisa de Wilde, qui est directrice générale de TVO et présidente du Festival international du film de Toronto, siégera au conseil d'administration de TELUS à compter du 1er février 2015. Fortement convaincue de l'influence des médias en matière de participation, d'information et de service du bien commun, Mme de Wilde a consacré sa carrière à la mise en place d'un solide secteur des médias au Canada et à la promotion de la cause des diffuseurs d'émissions éducatives au pays. Cette nomination reflète notre volonté d'élargir les compétences de notre conseil en recrutant des candidats exceptionnels apportant une expertise stratégique et une solide expérience sur le plan opérationnel dans les principaux marchés.

Renouvellement du prospectus préalable de base

Le 19 novembre 2014, nous avons déposé un prospectus préalable de base qui demeurera en vigueur jusqu'en décembre 2016 et en vertu duquel nous pourrons émettre un montant maximal de 3,0 milliards de dollars de titres de créance ou de participation.

Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2014	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Comptes consolidés de résultat						
Produits d'exploitation	**3 128**	2 948	6,1 %	**12 002**	11 404	5,2 %
Bénéfice d'exploitation	**533**	490	8,8 %	**2 382**	2 215	7,5 %
Bénéfice avant impôt	**418**	380	10,0 %	**1 926**	1 768	8,9 %
Bénéfice net	**312**	290	7,6 %	**1 425**	1 294	10,1 %
Bénéfice net par action de participation [1, 2]						
Bénéfice par action (BPA) de base (en dollars)	**0,51**	0,47	8,5 %	**2,31**	2,02	14,4 %
BPA dilué (en dollars)	**0,51**	0,46	10,9 %	**2,31**	2,01	14,9 %
Dividendes déclarés par action de participation[2] (en dollars)	**0,40**	0,36	11,1 %	**1,52**	1,36	11,8 %
Nombre moyen pondéré d'actions de participation[2] en circulation, de base (en millions)	**611**	623	(1,9) %	**616**	640	(3,8) %
Tableaux consolidés des flux de trésorerie						
Entrées liées aux activités d'exploitation	**917**	726	26,3 %	**3 407**	3 246	5,0 %
Sorties liées aux activités d'investissement	**(713)**	(787)	9,4 %	**(3 668)**	(2 389)	(53,5) %
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)[3]	**(570)**	(577)	1,2 %	**(2 359)**	(2 110)	(11,8) %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	**(370)**	365	n.s.	**(15)**	(628)	97,6 %
Autres faits saillants						
Nombre de connexions d'abonnés[4] (en milliers)				**13 678**	13 296	2,9 %
BAIIA[5]	**1 001**	951	5,3 %	**4 216**	4 018	4,9 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA[5]	**26**	33	(21,2) %	**75**	98	(23,5) %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires[5]	**1 027**	984	4,4 %	**4 291**	4 116	4,3 %
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires[5, 6] (en %)	**32,8**	33,4	(0,6) pt	**35,8**	36,1	(0,3) pt
Flux de trésorerie disponibles[5]	**337**	136	147,8 %	**1 057**	1 051	0,6 %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires[5] (fois)				**2,19**	1,84	0,35

Abréviations utilisées dans l'analyse par la direction des activités d'exploitation : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

1. Actions de participation : actions ordinaires depuis le 4 février 2013; actions ordinaires et actions sans droit de vote avant le 4 février 2013.
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
3. Les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, compte non tenu des licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
4. Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles (excluant les abonnés de Public Mobile), de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK[MC] et abonnés au service TELUS TV Satellite[MD]) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services machine à machine sont retirés du calcul du nombre d'abonnés, conformément aux pratiques de l'industrie. Le nombre de connexions d'abonnés cumulatif tient compte d'un ajustement du solde d'ouverture effectué le 1er avril 2013 afin de retirer du calcul environ 76 000 abonnés aux services machine à machine. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons ajusté, sur une base prospective, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés de manière à supprimer les abonnés du service Mike[MD], étant donné que nous avons cessé de commercialiser les produits Mike et que nous avons amorcé la mise hors service du réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient compte d'un ajustement au 1er octobre 2013 effectué de manière à supprimer environ 94 000 abonnés au service Mike du nombre d'abonnés des services mobiles postpayés, nombre qui représente selon nous les abonnés qui ne sont pas susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.
5. Mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la *rubrique 5.1.*
6. BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires en pourcentage des produits d'exploitation.

Faits saillants de l'exploitation

- Les **produits d'exploitation consolidés** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 180 millions de dollars, ou 6,1 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 598 millions de dollars, ou 5,2 %, au cours de l'exercice complet 2014. Les produits combinés tirés des services mobiles et filaires de transmission de données se sont élevés à 1,7 milliard de dollars au quatrième trimestre de 2014 et à 6,5 milliards de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en hausse de 223 millions de dollars, ou 15 %, pour le trimestre et de 805 millions de dollars, ou 14 %, pour l'exercice complet, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les produits tirés des services de réseau mobile se sont accrus de 115 millions de dollars, ou 8,0 %, au quatrième trimestre, et de 367 millions de dollars, ou 6,5 %, au cours de l'exercice complet, en raison des ajouts d'abonnés, de l'utilisation accrue des services de transmission de données, des produits à la hausse tirés des services de transmission de données en itinérance de gros, de l'incidence des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés, ainsi que des produits tirés de Public Mobile. L'augmentation des produits tirés des services mobiles de transmission de données a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix tenant à l'adoption accrue de forfaits voix illimités au pays, ainsi que par l'adoption continue des services et fonctions de transmission de données. Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 60 millions de dollars, ou 7,1 %, au quatrième trimestre, et de 264 millions de dollars, ou 8,2 %, au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui tiennent à la croissance des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés, des services TELUS TV, de l'impartition des processus d'affaires et des services TELUS Santé, déduction faite de la diminution des ventes d'équipement de transmission de données. Ces augmentations des produits tirés des services filaires de transmission de données ont été neutralisées en partie par la diminution continue des produits tirés de l'équipement et des services filaires de transmission de la voix existants.
  En excluant Public Mobile, les produits d'exploitation consolidés se sont élevés à 3,1 milliards de dollars, soit une hausse de 5,9 %, au quatrième trimestre de 2014, et à 11,9 milliards de dollars, soit une hausse de 4,6 %, au cours de l'exercice complet 2014.

  En excluant Public Mobile, les PMAA combinés tirés des services mobiles se sont établis à 64,20 $ au quatrième trimestre de 2014, soit une hausse de 2,34 $, ou 3,8 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Pour l'exercice complet 2014, ils se sont établis à 63,13 $, soit une hausse de 1,75 $, ou 2,9 %, par rapport à la période correspondante de 2013. Ces augmentations découlent de l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance, ainsi que de la plus grande proportion du nombre d'abonnés qui ont opté pour les services postpayés, facteurs neutralisés en partie par une réduction des produits tirés des services de transmission de la voix. Les abonnés des services postpayés représentent 87,8 % du total du nombre d'abonnés au 31 décembre 2014, par rapport à 86,5 % au 31 décembre 2013.

- Au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, le nombre de connexions d'abonnés, en excluant les abonnés de Public Mobile, a augmenté de 382 000. Cela représente une hausse de 3,8 % du nombre d'abonnés aux services mobiles, une croissance de 12 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV et une croissance de 5,7 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 2,6 % du total des lignes d'accès au réseau.

  Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 118 000 au quatrième trimestre de 2014 et à 357 000 au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 113 000 au quatrième trimestre de 2013 et à 378 000 au cours de l'exercice complet 2013. L'augmentation d'un exercice à l'autre des ajouts nets d'abonnés aux services postpayés au quatrième trimestre de 2014 est attribuable à une réduction du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés ainsi qu'à l'accroissement de la demande tenant en partie à l'offre d'appareils emblématiques. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,94 % au quatrième trimestre de 2014 et à 0,93 % au cours de l'exercice complet 2014, comparativement à 0,97 % au quatrième trimestre de 2013 et à 1,03 % au cours de l'exercice complet 2013. Le taux de désabonnement combiné s'est établi à 1,33 % au quatrième trimestre de 2014 et à 1,31 % au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 1,41 % au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013, soit le plus faible taux de désabonnement annuel enregistré depuis que nous sommes devenus une entreprise de télécommunications nationale il y a 14 ans. Ces améliorations des taux de désabonnement découlent du maintien de nos initiatives accordant la priorité aux clients et de notre approche client transparente.

- Le **BAIIA** consolidé s'est accru d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars, ou 5,3 %, au quatrième trimestre de 2014 et de 198 millions de dollars, ou 4,9 %, au cours de l'exercice complet 2014. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 43 millions de dollars, ou 4,4 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 175 millions de dollars, ou 4,3 %, au cours de l'exercice complet 2014. Ces hausses reflètent la croissance des produits tirés du réseau mobile et des

produits tirés des services filaires de transmission de données, l'amélioration des marges liées aux services Internet, aux services de télévision et aux services TELUS Santé, ainsi que, pour le quatrième trimestre, la baisse des frais d'acquisition des abonnés des services mobiles, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de fidélisation des abonnés des services mobiles et par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants. Le BAIIA consolidé excluant Public Mobile et les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est chiffré à 1,0 milliard de dollars au quatrième trimestre et à 4,3 milliards de dollars au cours de l'exercice complet 2014, soit une hausse de 4,4 % et de 4,3 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

- Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté d'un exercice à l'autre de 43 millions de dollars, ou 8,8 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 167 millions de dollars, ou 7,5 %, au cours de l'exercice complet 2014. Ces augmentations au quatrième trimestre et l'exercice complet 2014 s'expliquent par la croissance du BAIIA, neutralisée en partie par la hausse du total de la dotation aux amortissements découlant de l'accroissement des actifs.
- Le **bénéfice avant impôt** a augmenté d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars, ou 10 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 158 millions de dollars, ou 8,9 %, au cours de l'exercice complet 2014, en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2014, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des coûts de financement tenant à l'augmentation du solde moyen de la dette à long terme, déduction faite de la baisse du taux d'intérêt effectif découlant des activités de refinancement en 2014 en 2013, et de la diminution du montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel.
- L'**impôt sur le résultat** a augmenté d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars, ou 17,8 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 27 millions de dollars, ou 5,7 %, au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui reflètent principalement la hausse du bénéfice avant impôt. De plus, l'impôt sur le résultat au cours de l'exercice complet 2013 tenait compte de la comptabilisation d'un ajustement de 22 millions de dollars relatif à la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % avec prise d'effet le 1er avril 2013.
- Le **bénéfice net** a augmenté d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars, ou 7,6 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 131 millions de dollars, ou 10 %, au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui tiennent aux facteurs décrits ci-dessus. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts similaires, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme et les ajustements liés à l'impôt, le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre de 27 millions de dollars, ou 9,0 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 99 millions de dollars, ou 7,1 %, au cours de l'exercice complet 2014.

Analyse du bénéfice net

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Bénéfice net	**312**	290	22	**1 425**	1 294	131
Ajouter (déduire) :						
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt	**20**	23	(3)	**56**	72	(16)
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt	**—**	—	—	**10**	17	(7)
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt	**(4)**	(12)	8	**(6)**	3	(9)
Bénéfice net compte non tenu des éléments ci-dessus	**328**	301	27	**1 485**	1 386	99

- Le **bénéfice par action (BPA) de base** a augmenté d'un exercice à l'autre de 0,04 $, ou 8,5 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 0,29 $, ou 14 %, au cours de l'exercice complet 2014. L'incidence de Public Mobile sur le BPA de base s'est établie à néant au quatrième trimestre de 2014 et s'est traduite par une diminution d'environ 0,02 $ au cours de l'exercice complet 2014. Une tranche d'environ 0,01 $ de l'augmentation d'un exercice à l'autre du BPA de base au quatrième trimestre et une tranche d'environ 0,09 $ au cours de l'exercice complet 2014 tiennent à la réduction du nombre d'actions découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015, déjà entamée, et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014, qui est terminée, déduction faite de l'exercice d'options d'achats; la tranche restante découle principalement de l'accroissement du BAIIA. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts similaires, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme et des ajustements liés à l'impôt, le BPA de base s'est accru d'un exercice à l'autre de 0,04 $, ou 8,2 %, au quatrième trimestre de 2014 et de 0,25 $, ou 12 %, au cours de l'exercice complet 2014.

Analyse du BPA de base (en dollars)

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2014	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
BPA de base	**0,51**	0,47	0,04	**2,31**	2,02	0,29
Ajouter (déduire) :						
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt, par action	**0,03**	0,04	(0,01)	**0,09**	0,11	(0,02)
Prime au titre du remboursement de la dette à long terme après impôt, par action	—	—	—	**0,02**	0,03	(0,01)
Ajustements favorables liés à l'impôt, par action	**(0,01)**	(0,02)	0,01	**(0,01)**	—	(0,01)
BPA de base compte non tenu des éléments ci-dessus	**0,53**	0,49	0,04	**2,41**	2,16	0,25

- Les **dividendes déclarés par action de participation** ont totalisé 0,40 $ au quatrième trimestre de 2014, en hausse de 11 % par rapport au quatrième trimestre de 2013, et ont totalisé 1,52 $ au cours de l'exercice complet 2014, en hausse de 12 % par rapport à l'exercice complet 2013. Le 11 février 2015, le conseil a déclaré un dividende pour le premier trimestre de 0,40 $ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 1er avril 2015 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 mars 2015. Le dividende déclaré pour le premier trimestre reflète une augmentation de 0,04 $ par action, ou 11 %, par rapport au dividende par action de 0,36 $ déclaré à l'exercice précédent, ce qui est conforme à notre programme pluriannuel de croissance des dividendes.

- **Incidences de l'acquisition de Public Mobile Holdings Inc.**
  Le 29 novembre 2013, nous avons acquis 100 % de Public Mobile, un exploitant canadien de téléphonie mobile dont les principaux marchés se trouvent à Toronto et à Montréal. Cet investissement vise à accroître davantage notre secteur des services mobiles, et notamment d'acquérir des licences de spectre additionnelles. La migration des clients de Public Mobile vers notre réseau 4G a été achevée au troisième trimestre de 2014.

  L'apport de Public Mobile à nos résultats financiers pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'est traduit : i) par des produits du secteur des services mobiles de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 84 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 9 millions de dollars au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013; ii) par un BAIIA du secteur des services mobiles de 3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et par une perte au titre du BAIIA du secteur des services mobiles de 13 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à une perte au titre du BAIIA du secteur des services mobiles de 10 millions de dollars au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013; iii) par un bénéfice net de 3 millions de dollars, ou environ néant par action, au quatrième trimestre de 2014, et par une perte nette de 14 millions de dollars, ou une réduction d'environ 0,02 $ par action, au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à une perte nette de 7 millions de dollars, ou une réduction de 0,01 $ par action, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013. Au 1er janvier 2015, Public Mobile sera entièrement intégrée à nos mesures de l'exploitation.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** au 31 décembre 2014 était de 2,19 fois, soit un résultat relativement inchangé par rapport à 2,18 fois au 30 septembre 2014, résultat qui tient au fait que la légère augmentation de la dette nette a été en grande partie neutralisée par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. L'indication à long terme visée par notre politique pour ce ratio est de 1,50 à 2,00 fois. Au 31 décembre 2014, ce ratio sortait de cette fourchette, en raison du financement de l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz. Étant donné les besoins de trésorerie pour les prochaines enchères de licences de spectre et les autres exigences, l'évaluation de cette indication et le moment auquel le ratio reviendra dans la fourchette visée sont encore à déterminer. Notre stratégie vise à maintenir des notations du crédit se situant entre BBB+ et A-, ou l'équivalent. Nous respectons le ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, en vertu desquelles nous devons nous assurer que notre ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie d'exploitation n'est pas supérieur à 4,00:1,00. (Se reporter à la *rubrique 4.6*.)

- Les **entrées liées aux activités d'exploitation** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 191 millions de dollars au quatrième trimestre et de 161 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. L'augmentation au quatrième trimestre découle de la hausse du BAIIA consolidé et des autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation, de la diminution des cotisations aux régimes à prestations définies du personnel ainsi que de la réduction des paiements d'impôt sur le résultat. Pour l'exercice complet 2014, l'augmentation

découlant de l'accroissement du BAIIA consolidé et de la réduction des cotisations aux régimes à prestations définies du personnel a été neutralisée en partie par la hausse des paiements d'impôt sur le résultat et d'intérêts, ainsi que par les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation.

- Les **sorties liées aux activités d'investissement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 74 millions de dollars au quatrième trimestre et se sont accrues de 1,3 milliard de dollars au cours de l'exercice complet 2014. La diminution au cours du trimestre tient au paiement en trésorerie aux fins de l'acquisition de Public Mobile en novembre 2013, des paiements en trésorerie nominaux ayant été comptabilisés relativement aux acquisitions au quatrième trimestre de 2014. L'augmentation au cours de l'exercice complet 2014 découle principalement de la hausse des dépenses d'investissement et du paiement relatif à l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz. Les **dépenses d'investissement** (excluant les licences de spectre) ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre et ont augmenté d'un exercice à l'autre de 249 millions de dollars au cours de l'exercice complet. L'augmentation au cours de l'exercice complet 2014 tient essentiellement à nos investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, afin d'accroître la couverture, la vitesse et la capacité du réseau. Ces investissements comprennent le déploiement du spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz et l'élargissement du réseau LTE, le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations de fibres optiques, l'amélioration de la résilience et de la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients et la croissance du nombre d'abonnés, et la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

- Les **sorties liées aux activités de financement** se sont établies à 370 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, par rapport à des entrées liées aux activités de financement de 365 millions de dollars à la période correspondante de 2013, en raison de la diminution en 2014 des titres de créance à long terme émis, déduction faite des remboursements, des paiements aux fins du rachat et de l'annulation d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et de la hausse des dividendes versés. Au cours de l'exercice complet 2014, les sorties liées aux activités de financement ont diminué d'un exercice à l'autre de 613 millions de dollars, par rapport à 2013, résultat qui reflète une augmentation des titres de créance à long terme émis, déduction faite des remboursements, et la diminution des paiements aux fins du rachat et de l'annulation d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la réduction des emprunts à court terme et par la hausse des dividendes versés (se reporter à la *rubrique 4.4*).

  Au cours de l'exercice complet 2014, le montant en trésorerie qui revient aux actionnaires s'est établi à 1,5 milliard de dollars, et se compose d'un montant de 913 millions de dollars au titre des dividendes versés et d'un montant de 612 millions de dollars au titre des rachats d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. En 2013, le montant en trésorerie qui revient aux actionnaires s'est établi à 1,8 milliard de dollars, et se compose d'un montant de 852 millions de dollars au titre des dividendes versés et d'un montant de 1,0 milliard de dollars au titre des rachats d'actions.

- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 337 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et à environ 1,1 milliard de dollars au cours de l'exercice complet 2014, soit une augmentation d'un exercice à l'autre de 201 millions de dollars pour le trimestre et de 6 millions de dollars pour l'exercice complet 2014. L'augmentation au cours du trimestre tient principalement à la croissance du BAIIA, à la diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel et à la réduction des paiements d'impôt sur le résultat. Pour l'exercice complet 2014, la croissance du BAIIA et la diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel ont été neutralisées en grande partie par l'augmentation des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre), par la hausse des paiements d'intérêts et par d'autres facteurs.

1.4 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement)

En 2014, nous avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés, et avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des résultats sectoriels, lesquels ont été annoncés le 13 février 2014. Nous avons atteint nos objectifs au chapitre des produits consolidés en raison de la croissance des produits tirés du réseau mobile ayant donné lieu à la hausse des PMAA, ainsi que de la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données. Les produits du réseau mobile ont presque atteint la tranche supérieure de notre fourchette cible, résultat qui reflète la croissance du nombre d'abonnés, l'utilisation accrue des services de transmission de données et la plus grande proportion de forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits. Les produits du secteur des services filaires se sont établis légèrement en deçà de la tranche inférieure de notre fourchette cible, en raison de la concurrence au chapitre des tarifs et de la réduction des dépenses des entreprises.

Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA consolidé. Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA du secteur des services mobiles en raison de l'accroissement des produits tirés du réseau tenant à la croissance du nombre d'abonnés et à l'augmentation des PMAA. Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA du secteur des services filaires en raison de la croissance continue des produits, laquelle découle des produits tirés des services de transmission de données améliorés et des services TELUS TV, ainsi que des initiatives d'efficacité opérationnelle.

Les dépenses d'investissement en 2014 ont excédé notre objectif initial et nos indications révisées, en raison des investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, afin notamment de brancher directement plus de foyers et d'entreprises aux installations de fibres optiques et de procéder au déploiement du spectre récemment acquis dans la bande de fréquence de 700 MHz, ainsi que des investissements dans les activités visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients, et dans les activités de préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Nous avons atteint, à l'exception d'un seul, tous nos objectifs, politiques et lignes directrices à long terme sur le plan financier, notamment le fait d'avoir maintenu, de façon générale, des liquidités inutilisées d'au moins 1,0 milliard de dollars, et d'avoir respecté notre indication à l'égard du ratio de distribution de 65 % à 75 % de bénéfices nets prévisibles sur une base prospective. Au 31 décembre 2014, nous ne respections pas notre indication à long terme à l'égard du ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires de 1,50 à 2,00 fois, en raison du financement de l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz. Étant donné les besoins de trésorerie pour les prochaines enchères de licences de spectre et les autres exigences, l'évaluation de cette indication et le moment auquel le ratio reviendra dans la fourchette visée sont encore à déterminer.

Nous avons également effectué huit hausses ciblées des dividendes semestriels de 2011 à 2014. En mai 2013, nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle devant se situer aux alentours de 10 % jusqu'à la fin de 2016, sous réserve de l'évaluation et de la détermination par notre conseil d'administration, chaque trimestre, de notre situation financière et de nos perspectives et selon notre indication concernant le ratio de distribution à long terme de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons le programme de croissance des dividendes. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016*.

Le tableau suivant illustre le rendement de TELUS par rapport à nos objectifs initiaux pour 2014 et présente également nos objectifs pour 2015. Nos objectifs, nos plans et nos hypothèses concernant 2015 sont assujettis dans leur totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités d'exploitation.

Fiche d'évaluation

	Rendement pour 2014			
	Résultats réels et croissance[4]	Objectifs initiaux, croissance, et indications révisées[4]	Résultat	**Objectifs pour 2015 et croissance**[6]
Chiffres consolidés				
Produits	**11,918 G$** **4,6 %**	11,9 G$ à 12,1 G$ 4 % à 6 %	✓	**12,350 G$ à 12,550 G$** **3 % à 5 %**
BAIIA[1]	**4,229 G$** **5,0 %**	4,150 G$ à 4,350 G$ 3 % à 8 %	✓	**4,325 G$ à 4,500 G$** **3 % à 7 %**
BPA de base[2]	**2,33 $** **14,9 %**	2,25 $ à 2,45 $ 11 % à 21 %	✓	**2,40 $ à 2,60 $** **4 % à 13 %**
Dépenses d'investissement[3]	**2,359 G$**	Environ 2,3 G$[5]	X	**Semblable à 2014**
Secteur des services mobiles				
Produits tirés des services de réseau (externes)	**5,932 G$** **5,3 %**	5,9 G$ à 6,0 G$ 5 % à 7 %	✓	**6,175 G$ à 6,300 G$** **3 % à 5 %**
BAIIA	**2,740 G$** **4,9 %**	2,725 G$ à 2,825 G$ 4 % à 8 %	✓	**2,850 G$ à 2,950 G$** **3 % à 7 %**
Secteur des services filaires				
Produits (externes)	**5,415 G$** **2,7 %**	5,45 G$ à 5,55 G$ 3 % à 5 %	X	**5,525 G$ à 5,625 G$** **2 % à 4 %**
BAIIA	**1,489 G$** **5,3 %**	1,425 G$ à 1,525 G$ 1 % à 8 %	✓	**1,550 G$ à 1,625 G$** **1 % à 6 %**

Objectif atteint (✓); Objectif non atteint (X).

1. Se reporter à la *rubrique 5.1*, *« Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*.
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
3. Ne tient pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.
4. Les résultats réels, les indications révisées et les taux de croissance pour 2014 ne tiennent pas compte de Public Mobile.
5. L'indication au chapitre des dépenses d'investissement a été révisée au troisième trimestre de 2014. L'objectif initial était d'environ 2,2 milliards de dollars.
6. Les objectifs pour 2015 tiennent compte de Public Mobile. En outre, les objectifs fixés et les taux de croissance segmentés pour le BAIIA 2015 excluent la restructuration et les autres frais similaires.

Nous avons formulé les principales hypothèses suivantes lorsque nous avons annoncé les objectifs pour 2014, en février 2014.

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2014 et résultats

- Taux de croissance estimé de l'économie au Canada de 2,4 % en 2014 (hypothèse révisée et ramenée à 2,3 % au premier trimestre de 2014). Nous estimons que la croissance de l'économie au Canada s'est élevée à 2,3 % en 2014.
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorable importante. Hypothèse confirmée pour 2014.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs par rapport à 2013. Hypothèse confirmée pour 2014.
- Gain d'environ un point à deux points de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2013. Nous estimons que le taux de pénétration du marché a augmenté de un point de pourcentage en 2014.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, à un taux analogue aux niveaux enregistrés en 2013 (70 % à 80 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés), en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet. En 2014, les téléphones intelligents ont représenté 81 % de notre clientèle d'abonnés des services postpayés.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant des mises en service additionnelles d'abonnés aux services postpayés en raison de la pénétration accrue du marché, et hausse modeste des PMAA combinés découlant de l'utilisation accrue des services de transmission de données, y compris l'utilisation accrue de forfaits de données partagées, ainsi que de la composition des abonnés. En 2014, les produits tirés du réseau mobile, en excluant Public Mobile, se sont accrus de 5,2 % et les PMAA combinés, en excluant Public Mobile, ont augmenté de 2,9 %.
- Maintien ou augmentation des frais d'acquisition d'abonnés des services mobiles, en fonction du nombre brut de mises en service et des pressions du marché. En 2014, les frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés ont

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2014 et résultats

augmenté d'environ 4 %.

- Croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données analogue à celle enregistrée en 2013, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse, d'une augmentation modeste des produits d'exploitation moyens par client, ainsi que de la croissance des services aux clients d'affaires. En 2014, les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 8,2 %, et le nombre combiné d'abonnés des services de télévision et des services Internet haute vitesse s'est accru de 8,2 %.
- L'intégration de Public Mobile en 2014 devrait se traduire par une incidence défavorable d'environ 40 millions de dollars sur le BAIIA consolidé et sur le BAIIA du secteur des services mobiles, et par une incidence défavorable d'environ 0,06 $ sur le BPA de base. Afin de refléter l'intégration fructueuse de Public Mobile en 2014, nous avons, le 6 novembre 2014, révisé l'incidence défavorable prévue de cette intégration sur le BAIIA consolidé et sur le BAIIA du secteur des services mobiles pour 2014 et l'avons ramenée à moins de 20 millions de dollars (auparavant 40 millions de dollars). L'incidence défavorable réelle s'est établie à 13 millions de dollars, et la perte au titre du BPA s'est élevée à environ 0,02 $.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 85 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 2 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 4,75 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel; montant de 105 millions de dollars aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies. En 2014, la charge au titre des régimes de retraite à prestations définies s'est établie approximativement au montant estimé, et le montant aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies s'est élevé à 87 millions de dollars.
- Coûts de restructuration et autres coûts similaires d'environ 75 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et autres initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions découlant du remplacement de la technologie et de la croissance du nombre d'abonnés. Le résultat réel s'est établi à 75 millions de dollars.
- Impôt sur le résultat : taux d'imposition prévu par la loi moyen pondéré combiné de 26,0 % à 26,5 % et paiements d'impôt en trésorerie de 540 millions de dollars à 600 millions de dollars. Une augmentation des paiements d'impôt en trésorerie était prévue, en raison de la hausse des acomptes provisionnels en fonction du bénéfice comptabilisé en 2013, de l'incidence des modifications apportées par le gouvernement fédéral du Canada à sa politique, en vertu desquelles il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées, ainsi que de la diminution des économies d'impôt. Le taux d'imposition prévu par la loi moyen pondéré combiné réel s'est établi à 26,2 % en 2014. Le montant réel des paiements d'impôt en trésorerie s'est établi à 464 millions de dollars, soit un montant moins élevé que prévu, en raison de la diminution du montant estimé des impôts à payer.
- Investissements continus dans l'infrastructure à large bande ainsi que dans l'élargissement du réseau 4G LTE et dans les mises à niveau, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes. Les dépenses d'investissement de 2014 reflètent ces facteurs.
- Baisse modérée du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au taux de change moyen en 2013. Le résultat réel s'est traduit par une dépréciation du dollar canadien, le taux de change moyen étant passé de 97,1 cents US en 2013 à 90,5 cents US en 2014.

1.5 Objectifs financiers et opérationnels pour 2015

Nous prévoyons une croissance future attribuable aux ajouts nets d'abonnés des services mobiles postpayés, conjugués à l'adoption et à l'échange continus de téléphones intelligents, ainsi qu'une croissance continue du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK.

Pour 2015, nos objectifs tiennent compte de l'incidence de Public Mobile. Nous prévoyons une croissance des produits consolidés de 12,350 milliards de dollars à 12,550 milliards de dollars, ou d'environ 3 % à 5 %. Nous prévoyons un BAIIA consolidé de 4,325 milliards de dollars à 4,500 milliards de dollars, soit une croissance d'environ 3 % à 7 %. La croissance des produits et du BAIIA devrait découler de l'accroissement des services de transmission de données mobiles et filaires. Nous prévoyons un BPA de base de 2,40 $ à 2,60 $, soit une augmentation d'environ 4 % à 13 % attribuable à la croissance du BAIIA ainsi qu'à la réduction du nombre d'actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Les produits tirés du réseau mobile devraient être de 6,175 milliards de dollars à 6,300 milliards de dollars en 2015, soit une augmentation d'environ 3 % à 5 % découlant de la faible croissance du nombre d'abonnés et des PMAA combinés tenant à l'utilisation accrue des services de transmission de données. Nous prévoyons une croissance du marché des services mobiles au Canada en 2015, et un gain d'environ un point de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2014. Nous nous attendons également à ce que la croissance des produits tirés des services de transmission de données et des produits tirés des services d'itinérance neutralise la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix. Nous prévoyons un BAIIA du secteur des services mobiles, excluant les coûts de restructuration et autres frais similaires,

de 2,850 milliards de dollars à 2,950 milliards de dollars, soit une augmentation d'environ 3 % à 7 %.

Nous prévoyons des produits du secteur des services filaires de 5,525 milliards de dollars à 5,625 milliards de dollars en 2015, soit une augmentation d'environ 2 % à 4 % qui reflète la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, notamment le service Internet haute vitesse et le service Télé OPTIK, ainsi que des services à l'intention des clients d'affaires, y compris les services TELUS Santé, facteur neutralisé en partie par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants. Nous prévoyons un BAIIA du secteur des services filaires, excluant les coûts de restructuration et autres frais similaires, de 1,550 milliard de dollars à 1,625 milliard de dollars en 2015, soit une augmentation d'environ 1 % à 6 %. Nous prévoyons de faibles améliorations en ce qui a trait au service Télé OPTIK, aux services aux grandes entreprises et aux initiatives en matière d'efficience, qui seront neutralisées en partie par la tendance à la baisse continue, au sein de l'industrie, des pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées.

Les dépenses d'investissement consolidées, en excluant l'acquisition de licences de spectre, devrait demeurer relativement inchangées en 2015, par rapport à 2014. Nous prévoyons continuer d'investir dans notre réseau mobile aux fins de l'élargissement et des mises à niveau du réseau 4G LTE. Nous prévoyons poursuivre l'élargissement et les mises à niveau de notre infrastructure à large bande, y compris le déploiement continu de la fibre optique plus loin dans le réseau et le branchement d'un plus grand nombre de foyers et d'entreprises aux installations de fibres optiques, en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Nous comptons également investir dans des initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, et dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Nos objectifs financiers à long terme, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier sont décrits à la *rubrique 1.4*. L'atteinte de nos objectifs pour 2015 est assujettie à des risques et incertitudes comprenant, sans toutefois s'y limiter, la concurrence, les questions de réglementation, les exigences en matière de financement et d'endettement, les questions fiscales, la conjoncture économique, les litiges et d'autres facteurs dont il est fait mention dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*. Les objectifs de 2015 sont basés sur un grand nombre d'hypothèses, dont les suivantes :

Hypothèses relatives aux objectifs de 2015

- Taux de croissance estimé de l'économie au Canada de 2,1 % en 2015.
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorable importante.
- Poursuite de la concurrence soutenue par rapport à 2014 au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.
- Gain d'environ un point de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2014.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant des mises en service des abonnés aux services postpayés en raison de la pénétration accrue du marché, et faible hausse des PMAA combinés découlant des forfaits d'une durée de deux ans assortis de tarifs plus élevés, de l'utilisation accrue des services de transmission de données, y compris l'utilisation accrue de forfaits de données partagées, ainsi que de la composition des abonnés.
- Augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, en fonction du nombre brut de mises en service, des pressions du marché et de l'incidence du renouvellement simultané des forfaits d'une durée de deux ans et de trois ans.
- Croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données analogue à celle enregistrée en 2014, découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, des mises à niveau à des vitesses plus élevées et de l'élargissement de notre infrastructure à large bande, ainsi que de la croissance des services aux clients d'affaires.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 106 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 26 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 3,90 % aux

fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel (4,75 % en 2014); montant d'environ 88 millions de dollars au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.

- Coûts de restructuration et autres coûts similaires d'environ 75 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et autres initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions découlant du remplacement de la technologie et de la croissance du nombre d'abonnés.
- Impôt sur le résultat : taux d'imposition prévu par la loi combiné de 26,0 % à 26,5 % et paiements d'impôt en trésorerie de 280 millions de dollars à 340 millions de dollars. Les paiements d'impôt en trésorerie vont diminuer en 2015, en raison principalement de la réduction des paiements finaux pour l'année fiscale précédente. En 2014, les paiements d'impôt en trésorerie se sont élevés à 464 millions de dollars.
- Investissements continus dans l'infrastructure à large bande ainsi que dans l'élargissement et les mises à niveau du réseau 4G LTE, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Participation aux enchères concernant le spectre des SSFE-3 (1 755 à 1 780 MHz, 2 155 à 2 180 MHz) ainsi que la bande de fréquence de 2,5 GHz (2 500 à 2 690 MHz) tenues par Industrie Canada, qui sont actuellement prévues pour mars 2015 et avril 2015.
- Dépréciation continue du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au taux de change moyen de 90,5 cents US en 2014, qui tient en partie à l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur les exportations du Canada.

2. Analyse des résultats d'exploitation

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités d'exploitation.

2.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels et nos secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

2.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	**T4 2014**	T3 2014	T2 2014	T1 2014	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013
Produits d'exploitation	**3 128**	3 028	2 951	2 895	2 948	2 874	2 826	2 756
Charges d'exploitation								
Achat de biens et services	**1 476**	1 333	1 268	1 222	1 349	1 237	1 222	1 154
Charge au titre des avantages du personnel	**651**	630	610	596	648	602	606	568
Dotation aux amortissements	**468**	459	444	463	461	445	446	451
Total des charges d'exploitation	**2 595**	2 422	2 322	2 281	2 458	2 284	2 274	2 173
Bénéfice d'exploitation	**533**	606	629	614	490	590	552	583
Coûts de financement	**115**	124	115	102	110	109	132	96
Bénéfice avant impôt	**418**	482	514	512	380	481	420	487
Charge d'impôt sur le résultat	**106**	127	133	135	90	125	134	125
Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions de participation	**312**	355	381	377	290	356	286	362
Bénéfice net par action de participation[1]								
– De base	**0,51**	0,58	0,62	0,61	0,47	0,56	0,44	0,56
– Dilué	**0,51**	0,58	0,62	0,60	0,46	0,56	0,44	0,55
Dividendes déclarés par action de participation[1]	**0,40**	0,38	0,38	0,36	0,36	0,34	0,34	0,32
Information supplémentaire								
BAIIA[2]	**1 001**	1 065	1 073	1 077	951	1 035	998	1 034
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA[2]	**26**	30	11	8	33	15	39	11
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires[2]	**1 027**	1 095	1 084	1 085	984	1 050	1 037	1 045
Flux de trésorerie disponibles[2]	**337**	219	210	291	136	365	192	358

1. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
2. Se reporter à la *rubrique 5.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».*

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés continue de refléter la croissance d'un exercice à l'autre i) des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et de la hausse des PMAA découlant de l'utilisation des services de transmission de données; ii) des produits tirés de l'équipement mobile qui se sont de façon générale accrus en raison de l'augmentation des ventes de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur et des volumes de fidélisation; iii) des produits tirés des services filaires de transmission de données stimulée par le service Internet, par les services de transmission de données améliorés, par les services TELUS TV, par les services d'impartition des services d'affaires et par les services TELUS Santé. Cette croissance a excédé la diminution des produits tirés des services mobiles de transmission de la voix et des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et autres produits.

Les produits à la hausse tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés, l'utilisation accrue des services de transmission de données et la hausse des produits tirés des services de transmission de données en itinérance de gros et de détail, facteurs neutralisés en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus importante consommation de données en raison de l'adoption accrue des téléphones intelligents, des tablettes et des autres appareils mobiles, de l'élargissement des réseaux, de l'utilisation accrue d'applications et d'autres services mobiles de transmission de données, ainsi que de la plus grande proportion de forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés. Par conséquent, les PMAA combinés mensuels se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de 17 trimestres consécutifs. La tendance au chapitre de la croissance des produits tirés des services de transmission de données est touchée par les pressions concurrentielles qui entraînent l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données, et un nombre plus élevé de forfaits de messagerie textuelle illimitée, ainsi que le transfert du trafic de données vers les points d'accès sans fil (Wi-Fi) qui sont de plus en plus disponibles. En juillet 2013, nous avons lancé de nouveaux forfaits de deux ans pour les services mobiles, qui ont eu une incidence sur les tendances au chapitre de l'acquisition et de la fidélisation des abonnés ainsi que sur l'utilisation des services de transmission de données, y compris l'optimisation des forfaits d'appels et de messagerie textuelle illimités et des forfaits de partage de données des abonnés, et qui pourraient augmenter la fréquence à laquelle les abonnés remplacent leurs appareils et mettent à niveau leurs services. Au fur et à mesure que les abonnés renouvelleront leur contrat pour des forfaits de deux ans et que l'utilisation accrue des services de transmission de données se poursuivra, les PMAA devraient continuer d'augmenter au fil du temps. Toutefois, l'issue de cette situation dépend fortement de la concurrence et du comportement des consommateurs, des décisions prises par le gouvernement, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs. De plus, la mise en œuvre du nouveau Code sur les services sans fil du CRTC pourrait entraîner des défis opérationnels, en raison des contrats de clients d'une durée de deux ans et de trois ans qui arriveront à échéance simultanément en 2015.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier important aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent aussi habituellement avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils emblématiques. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse séquentielle du troisième au quatrième trimestre, en raison de l'intensification continue de la concurrence et du caractère saisonnier des mises en service. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA mensuels tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles saisonnières aux deuxième et troisième trimestres en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance pendant la saison des vacances, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète la croissance des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, y compris une hausse de l'utilisation et de l'adoption de services assortis de vitesses plus élevées, l'augmentation continue, quoique plus modérée, du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 12 % au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2014), la croissance des services d'impartition des processus d'affaires, la croissance des solutions TELUS Santé et les hausses de tarifs. La croissance des produits tirés des services Internet tient à l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse (croissance de 5,7 % au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2014), à l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK et à certaines hausses de tarifs. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau découle de la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises propriétaires d'installations, ainsi que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services et applications IP. Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau ont ralenti, en raison en partie

d'installations visant de grandes entreprises clientes, ainsi que des investissements dans les services et dans les produits offerts aux clients sur les marchés des petites et moyennes entreprises (« PME »).

La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés à TELUS TV et la hausse des tarifs de programmation, l'augmentation des charges au titre de l'équipement mobile liée à la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus, l'accroissement des volumes de fidélisation et la hausse des coûts d'exploitation du réseau pour tenir compte de l'accroissement du nombre d'abonnés aux services mobiles.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel tient compte de l'augmentation des charges de rémunération et du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP ») du secteur des services filaires découlant des acquisitions et de l'embauche de contractuels, facteurs neutralisés en partie par une hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif qui sont associés à l'accroissement des dépenses d'investissement, comme il est décrit à la *rubrique 4.3*. La charge au titre des avantages du personnel comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires liés à l'effectif, qui ont tendance à fluctuer d'un trimestre à l'autre.

La tendance générale au chapitre de la dotation aux amortissements a augmenté légèrement, résultat qui tient au fait que les augmentations sous-jacentes liées à la croissance des immobilisations résultant des acquisitions, l'élargissement de notre infrastructure à large bande et l'amélioration de la couverture du réseau LTE ont été neutralisés en partie par des ajustements découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Les coûts de financement comprennent des primes au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme d'environ 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2014 et de 23 millions de dollars au deuxième trimestre de 2013, neutralisées en partie par la diminution du montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel en 2014, laquelle tient à la réduction du taux d'actualisation lié aux régimes de retraite à prestations définies du personnel, et par le fait que le déficit au titre de ces régimes à la fin de 2012 a été remplacé par un excédent nominal à la fin de 2013. De plus, les coûts de financement pour les huit périodes présentées comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel devrait augmenter en 2015, ce qui tient au fait que l'excédent net a été remplacé par un déficit net, ainsi qu'à l'application d'un taux d'actualisation moins élevé au 31 décembre 2014.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, et les ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements. La tendance au chapitre du BPA de base reflète également l'incidence des rachats d'actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

La tendance au chapitre des entrées liées aux activités d'exploitation reflète la croissance du BAIIA consolidé, déduction faite de la hausse des charges d'intérêts découlant de nos activités de refinancement et de l'accroissement des paiements d'impôt sur le résultat. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète également les facteurs relatifs aux entrées liées aux activités d'exploitation ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre), mais elle ne tient pas compte de l'incidence de certaines variations du fonds de roulement, notamment les créances clients et les dettes fournisseurs. Étant donné que nous prévoyons participer aux futures enchères de spectre, nous nous attendons à continuer d'engager des dépenses liées aux licences de spectre.

2.3 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. Une analyse sectorielle est présentée à la *rubrique 2.4, « Secteur des services mobiles »*, à la *rubrique 2.5, « Secteur des services filaires »*, et à la *rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement »*.

Produits d'exploitation

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Services	**2 856**	2 699	5,8 %	**11 108**	10 601	4,8 %
Équipement	**259**	229	13,1 %	**819**	735	11,4 %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	**3 115**	2 928	6,4 %	**11 927**	11 336	5,2 %
Autres produits d'exploitation	**13**	20	(35,0) %	**75**	68	10,3 %
	3 128	2 948	6,1 %	**12 002**	11 404	5,2 %

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 157 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 507 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui reflètent la croissance du nombre d'abonnés des services mobiles, l'utilisation accrue des services mobiles de transmission de données découlant de l'adoption continue de téléphones intelligents et d'autres appareils mobiles centrés sur les données, la croissance des volumes de services mobiles de transmission de données en itinérance de gros, l'incidence des forfaits de deux ans des services mobiles assortis de tarifs plus élevés liés aux services mobiles, l'augmentation des produits tirés des services Internet filaires, des services de transmission de données améliorés et des services TELUS TV, laquelle découle de la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que l'accroissement des services filaires d'impartition des processus d'affaires et des produits tirés des services TELUS Santé. Cette croissance a été neutralisée en partie par la réduction des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de la voix.
- Les **produits tirés de l'équipement** se sont accrus d'un exercice à l'autre de 30 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 84 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Les produits tirés de l'équipement mobile ont augmenté d'un exercice à l'autre de 49 millions de dollars au quatrième trimestre et de 95 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison de la plus grande proportion de téléphones intelligents plus coûteux vendus et de l'accroissement des volumes de fidélisation. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution de ventes d'équipement de transmission de données des services filaires tenant essentiellement à la réduction des dépenses des entreprises.
- Les **autres produits d'exploitation** ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et ont augmenté de 7 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison de profits découlant de la cession de biens immobiliers et d'autres placements.

Charges d'exploitation

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Achat de biens et services	**1 476**	1 349	9,4 %	**5 299**	4 962	6,8 %
Charge au titre des avantages du personnel	**651**	648	0,5 %	**2 487**	2 424	2,6 %
Amortissement des immobilisations corporelles	**366**	347	5,5 %	**1 423**	1 380	3,1 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	**102**	114	(10,5) %	**411**	423	(2,8) %
	2 595	2 458	5,6 %	**9 620**	9 189	4,7 %

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté d'un exercice à l'autre de 137 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 431 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014.

- L'**achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 127 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 337 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Ces hausses reflètent l'augmentation des coûts de programmation liés aux services TELUS TV, les charges au titre de l'équipement mobile liées à la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus, l'accroissement des volumes de fidélisation, la hausse des coûts liés au réseau et des coûts visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles, l'accroissement de nos canaux de distribution de services mobiles, la hausse des volumes de services mobiles en itinérance, l'accroissement du coût des produits vendus du secteur des services filaires relatif à l'augmentation des produits tirés de TELUS Santé, ainsi qu'une évaluation rétroactive, au troisième trimestre de 2014, de l'apport supplémentaire au titre des produits tirés des services de télévision d'environ 15 millions de dollars, qui est affecté à nos exigences de financement de la programmation canadienne, déduction faite de la baisse des ajouts bruts d'abonnés des services mobiles pour l'exercice complet et de la diminution des exigences en matière de main-d'œuvre externe du secteur des services filaires.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 63 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison principalement de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, de l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein du secteur des services filaires pour assurer le service à la clientèle et le soutien technique et du nombre d'employés découlant des acquisitions d'entreprises, facteurs neutralisés en partie par la baisse des coûts de restructuration liés à l'effectif et par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif pour le trimestre et l'exercice complet. La diminution des coûts de restructuration et autres coûts similaires pour l'exercice complet 2014 tient à l'accroissement, en 2013, des charges liées aux initiatives de réduction de la structure de coûts.

- L'**amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 43 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison de la croissance des immobilisations (telles que les actifs liés au réseau à large bande et aux services de télévision, le réseau LTE mobile et les centres de données Internet), facteur neutralisé en partie par l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- L'**amortissement des immobilisations incorporelles** a diminué d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2014. La diminution au cours du trimestre reflète des ajustements de 17 millions de dollars au titre de la durée d'utilité des logiciels, qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, facteur neutralisé en partie par la croissance des immobilisations incorporelles. La diminution au cours de l'exercice complet 2014 reflète des ajustements de 57 millions de dollars au titre de la durée d'utilité des logiciels, qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, facteur neutralisé en partie par la croissance de 36 millions de dollars des immobilisations incorporelles et par la hausse de 9 millions de dollars découlant des nouveaux logiciels administratifs et logiciels pour applications réseau et des acquisitions.

En décembre 2014, nous avons effectué notre test de dépréciation annuel des immobilisations incorporelles et du goodwill, et déterminé qu'aucune dépréciation ne s'était produite.

Bénéfice d'exploitation

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre				Exercices clos les 31 décembre			
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation		**2014**	2013	Variation	
Bénéfice d'exploitation	**533**	490	8,8	**%**	**2 382**	2 215	7,5	%

Le bénéfice d'exploitation a augmenté d'un exercice à l'autre de 43 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 167 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Le résultat au quatrième trimestre tient compte de la hausse de 37 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles et de la hausse de 13 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation de 7 millions de dollars du total de la dotation aux amortissements. L'augmentation du bénéfice d'exploitation au cours de l'exercice complet 2014 tient compte de la hausse de 123 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles et de la hausse de 75 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation de 31 millions de dollars du total de la dotation aux amortissements.

Coûts de financement

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre				Exercices clos les 31 décembre			
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation		**2014**	2013	Variation	
Charges d'intérêts excluant la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	**117**	97	20,6	%	**446**	380	17,4	%
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, avant impôt sur le résultat	—	—	n.s.		**13**	23	(43,5)	%
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	**1**	14	n.s.		**3**	54	(94,4)	%
Charges (produits) d'intérêts et (profits) pertes de change	**(3)**	(1)	n.s.		**(6)**	(10)	40,0	%
	115	110	4,5	%	**456**	447	2,0	%

Les coûts de financement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 9 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- Les **charges d'intérêts** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 66 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison principalement de l'augmentation du solde moyen de la dette à long terme, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif.
- La **prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme** a diminué de 10 millions de dollars en 2014. En 2014, nous avons comptabilisé une prime de 13 millions de dollars avant impôt sur le résultat au titre du remboursement par anticipation de 500 millions de dollars de billets de série CE à 5,95 % effectué en septembre 2014. En 2013, nous avons comptabilisé une prime de 23 millions de dollars avant impôt sur le résultat au titre du remboursement par anticipation d'une tranche de 700 millions de dollars des billets de série CF à 4,95 % effectué en mai 2013.

- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est calculé pour chaque exercice en fonction du montant net de l'excédent (du déficit) au titre des prestations définies au 31 décembre de l'exercice précédent. La diminution du montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel comptabilisée en 2014 tient au fait que le déficit net au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel a été remplacé par un excédent nominal à la fin de 2013, qui découle des rendements élevés enregistrés et de l'application d'un taux d'actualisation plus élevé au 31 décembre 2013, déduction faite de l'augmentation des espérances de vie hypothétiques. Une hausse du montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel est prévue en 2015, en raison du remplacement de l'excédent net par un déficit net, et de l'application d'un taux d'actualisation moins élevé au 31 décembre 2014. Se reporter à la *note 14* de nos états financiers consolidés de 2014 pour les hypothèses.
- Les **produits d'intérêts et profits ou pertes de change** fluctuent d'une période à l'autre. Les produits d'intérêts se sont établis à 1 million de dollars au quatrième trimestre et à 2 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 1 million de dollars au quatrième trimestre et à 8 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Le profit de change s'est établi à 2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, par rapport à néant au quatrième trimestre de 2013. Le profit de change s'est élevé à 4 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014 et à 2 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

Les activités de refinancement ont donné lieu à la réduction du risque de refinancement à court terme de la dette à long terme au moyen de l'accroissement de la durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme (excluant le papier commercial), la portant d'environ 9 ans au 31 décembre 2013 à environ 11 ans au 31 décembre 2014. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) s'élevait à 4,72 % au 31 décembre 2014, par rapport à 5,00 % à l'exercice précédent. L'émission par TELUS de papier commercial à court terme est soutenue par une facilité de crédit à terme consentie qui prendra fin le 31 mai 2019. Pour des renseignements supplémentaires, se reporter à *« Émission et remboursement de titres de créance à long terme »*, à la *rubrique 4.4*.

Impôt sur le résultat

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre				Exercices clos les 31 décembre			
(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	**2014**	2013	Variation		**2014**	2013	Variation	
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	**109**	99	10,1	%	**504**	461	9,3	%
Réévaluation du passif d'impôt différé pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	**—**	—	—		**—**	22	n.s.	
Ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures	**(4)**	(12)	66,7	%	**(6)**	(14)	57,1	%
Autres	**1**	3	(66,7)	%	**3**	5	(40,0)	%
	106	90	17,8	%	**501**	474	5,7	%
Taux d'imposition prévus par la loi combinés (en %)	**26,0**	26,1	(0,1)	pt	**26,2**	26,1	0,1	pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	**25,4**	23,7	1,7	pt	**26,0**	26,8	(0,8)	pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat a augmenté d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 27 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Ce résultat s'explique principalement par la hausse des impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés, laquelle découle de la croissance du bénéfice avant impôt. Pour l'exercice complet, cette hausse a été neutralisée en partie par la réévaluation de 22 millions de dollars du passif d'impôt différé comptabilisée en 2013 afin de refléter la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % avec prise d'effet en avril 2013.

Bénéfice global

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre				Exercices clos les 31 décembre			
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation		**2014**	2013	Variation	
Bénéfice net	**312**	290	7,6	%	**1 425**	1 294	10,1	%
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :								
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	**9**	(2)	n.s.		**7**	(9)	n.s.	
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	**(652)**	755	n.s.		**(445)**	998	n.s.	
Bénéfice global	**(331)**	1 043	n.s.		**987**	2 283	(56,8)	%

Le bénéfice global a diminué d'environ 1,3 milliard de dollars au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2014, en raison principalement de la diminution de la réévaluation des régimes à prestations définies du personnel (la diminution d'un exercice à l'autre du taux d'actualisation étant neutralisée en partie seulement par l'excédent du rendement des actifs des régimes à prestations définies du personnel sur le taux d'actualisation), facteur neutralisé en partie par l'augmentation du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

2.4 Secteur des services mobiles

Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles (en excluant Public Mobile)[1]

Aux 31 décembre				**2014**	2013	Variation
Abonnés[1, 2] (en milliers)						
Postpayés				**7 108**	6 751	5,3 %
Prépayés				**992**	1 056	(6,1) %
Total				**8 100**	7 807	3,8 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés[1, 2] (en %)				**87,8**	86,5	1,3 pt
Population couverte par le réseau HSPA+[3] (en millions)				**35,3**	34,9	1,1 %
Population couverte par le réseau LTE[3] (en millions)				**31,7**	28,8	10,1 %
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2014	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Ajouts bruts d'abonnés[1, 2] (en milliers)						
Postpayés	**308**	291	5,8 %	**1 075**	1 118	(3,8) %
Prépayés	**123**	127	(3,1) %	**459**	496	(7,5) %
Total	**431**	418	3,1 %	**1 534**	1 614	(5,0) %
Ajouts nets d'abonnés[1, 2] (en milliers)						
Postpayés	**118**	113	4,4 %	**357**	378	(5,6) %
Prépayés	**(8)**	(22)	63,6 %	**(64)**	(71)	9,9 %
Total	**110**	91	20,9 %	**293**	307	(4,6) %
PMAA combinés, par mois[1, 4] **(en dollars)**	**64,20**	61,86	3,8 %	**63,13**	61,38	2,9 %
Taux de désabonnement, par mois[1, 4] **(en %)**						
Combinés	**1,33**	1,41	(0,08) pt	**1,31**	1,41	(0,10) pt
Services postpayés	**0,94**	0,97	(0,03) pt	**0,93**	1,03	(0,10) pt
Frais d'acquisition[5] par ajout brut d'abonné[1, 4] (en dollars)	**440**	453	(2,9) %	**405**	400	1,3 %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau[1, 4] (en %)	**14,3**	12,9	1,4 pt	**11,8**	11,4	0,4 pt
Volumes de fidélisation[1] (nombre d'appareils)	**578**	516	12,0 %	**1 971**	1 913	3,0 %

1. Lorsqu'il est indiqué, les indicateurs opérationnels pour le secteur des services mobiles excluent les abonnés de Public Mobile (société acquise le 29 novembre 2013), qui sont tous des abonnés des services prépayés.
2. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services machine à machine sont exclus de ce résultat. Le nombre d'abonnés cumulatif tient compte d'ajustements du solde d'ouverture effectués le 1er avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services machine à machine. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons ajusté, sur une base prospective, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés de manière à supprimer les abonnés du service Mike[MD], étant donné que nous avons cessé de commercialiser les produits Mike et que nous avons amorcé la mise hors service du réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient compte d'un ajustement au 1er octobre 2013 effectué de manière à supprimer environ 94 000 abonnés au service Mike du nombre d'abonnés des services mobiles postpayés, nombre qui représente selon nous les abonnés qui ne sont pas susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.
3. Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.
4. Se reporter à la *rubrique 5.2, « Indicateurs opérationnels – services mobiles »*. Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.
5. Frais d'acquisition.

Produits d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre 2014	2013	Variation	Exercices clos les 31 décembre 2014	2013	Variation
Produits tirés des services de réseau	**1 549**	1 434	8,0 %	**6 008**	5 641	6,5 %
Équipement et autres produits	**195**	151	29,1 %	**579**	489	18,4 %
Produits d'exploitation externes	**1 744**	1 585	10,0 %	**6 587**	6 130	7,5 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	**15**	11	36,4 %	**54**	47	14,9 %
Total des produits d'exploitation[1]	**1 759**	1 596	10,2 %	**6 641**	6 177	7,5 %
Total des produits d'exploitation (excluant Public Mobile)	**1 743**	1 587	9,8 %	**6 557**	6 168	6,3 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	**52**	45	7 pts	**50**	44	6 pts

1. Comprend les produits de Public Mobile, qui se sont établis à 16 $ au quatrième trimestre de 2014 et à 84 $ au cours de l'exercice complet 2014. Les produits au quatrième trimestre se composent d'un montant de 16 $ au titre des produits tirés des services de réseau et d'un montant de néant au titre de l'équipement et autres produits. Les produits au cours de l'exercice complet 2014 se composent d'un montant de 76 $ au titre des produits tirés des services de réseau et d'un montant de 8 $ au titre de l'équipement et autres produits. Au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013, les produits de Public Mobile se sont établis à 9 $ et se composaient d'un montant de 7 $ au titre des produits tirés des services de réseau et d'un montant de 2 $ au titre des autres produits.

Le total des produits du secteur des services mobiles a augmenté d'un exercice à l'autre de 163 millions de dollars, ou 10 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 464 millions de dollars, ou 7,5 %, au cours de l'exercice complet 2014, en raison de la croissance des PMAA découlant de la hausse de 25 % des produits tirés des services de transmission de données au quatrième trimestre de 2014 et des ventes d'équipement, facteur neutralisé en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. Le total tient compte des produits de Public Mobile tirés des services de réseau et de l'équipement et autres produits, qui ont totalisé 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et 84 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014.

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus d'un exercice à l'autre de 115 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 367 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Les produits tirés du réseau mobile, en excluant Public Mobile, se sont établis à 1,5 milliard de dollars au quatrième trimestre de 2014 et à 5,9 milliards de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en hausse de 106 millions de dollars, ou 7,4 %, au quatrième trimestre et de 298 millions de dollars, ou 5,3 %, au cours de l'exercice complet, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les produits tirés des services de transmission de données, en excluant Public Mobile, ont augmenté d'un exercice à l'autre de 24 % au quatrième trimestre de 2014 et de 21 % au cours de l'exercice complet 2014. Les augmentations reflètent la croissance du nombre d'abonnés, l'utilisation accrue des services de transmission de données découlant de l'adoption continue de téléphones intelligents et d'autres appareils mobiles centrés sur les données, l'élargissement de la couverture de notre réseau LTE, l'accroissement des produits tirés des services de transmission de données en itinérance de gros et la plus grande proportion de forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés pris en compte dans la composition des produits. Les produits tirés des services de transmission de la voix, en excluant Public Mobile, ont diminué d'un exercice à l'autre de 7,4 % au quatrième trimestre de 2014 et de 7,5 % au cours de l'exercice complet 2014. La diminution des produits tirés des services de transmission de la voix est imputable à l'adoption accrue de forfaits voix illimités au pays, ainsi qu'à l'adoption continue, mais toutefois plus modérée, des services et fonctions de transmission de données.

- Les **PMAA combinés mensuels**, en excluant Public Mobile, se sont établis à 64,20 $ au quatrième trimestre de 2014 et à 63,13 $ au cours de l'exercice complet 2014, ce qui reflète une hausse d'un exercice à l'autre de 2,34 $, ou 3,8 %, pour le trimestre et de 1,75 $, ou 2,9 %, pour l'exercice complet. Ces hausses sont attribuables à l'utilisation accrue des services de transmission de données, à l'accroissement des produits tirés des services de transmission de données en itinérance de gros, à une composition plus favorable des abonnés des services postpayés, ainsi qu'à l'incidence des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés, facteurs neutralisés en partie par la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix découlant de l'adoption accrue de forfaits voix illimités au pays.

- Les **ajouts bruts d'abonnés**, en excluant Public Mobile, se sont élevés à 431 000 au quatrième trimestre, ce qui reflète une augmentation d'un exercice à l'autre de 13 000, et les ajouts bruts pour l'exercice complet 2014 se sont établis à 1 534 000, ce qui reflète une diminution d'un exercice à l'autre de 80 000. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés se sont établis à 308 000 au quatrième trimestre de 2014 et à 1 075 000 au cours de l'exercice complet 2014, ce qui reflète une augmentation d'un exercice à l'autre de 17 000 pour le trimestre et une diminution d'un exercice à l'autre de 43 000 pour l'exercice complet. L'augmentation au

quatrième trimestre reflète l'accroissement de la demande des clients à l'égard de nos produits et services, y compris la demande découlant de l'offre d'un plus grand nombre d'appareils emblématiques. La diminution au cours de l'exercice complet 2014 découle de la plus faible croissance du marché et du fait que les abonnés ont optimisé les forfaits liés à leur appareil, facteurs neutralisés en partie par les branchements plus élevés d'abonnés qui utilisent des tablettes. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés se sont établis à 123 000 au quatrième trimestre de 2014 et à 459 000 au cours de l'exercice complet 2014, ce qui reflète une diminution d'un exercice à l'autre de 4 000 pour le trimestre et de 37 000 pour l'exercice complet.

- Les **ajouts nets d'abonnés**, en excluant Public Mobile, se sont établis à 110 000 au quatrième trimestre et à 293 000 au cours de l'exercice complet 2014, ce qui reflète une augmentation d'un exercice à l'autre de 19 000 pour le trimestre et une diminution d'un exercice à l'autre de 14 000 pour l'exercice complet. L'augmentation des ajouts nets d'abonnés au quatrième trimestre de 2014 tient à la réduction du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés en 2014, ainsi qu'à l'accroissement de la demande des clients à l'égard de nos produits et services. La diminution au cours de l'exercice complet 2014 découle de la plus faible croissance du marché et du fait que les abonnés ont optimisé les forfaits liés à leur appareil. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés se sont établis à 118 000 au quatrième trimestre de 2014 et à 357 000 au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui reflètent une augmentation d'un exercice à l'autre de 5 000 pour le trimestre et une diminution d'un exercice à l'autre de 21 000 pour l'exercice complet, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la diminution du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés, lequel s'est établi à 0,93 %. Le nombre d'abonnés des services prépayés a diminué de 8 000 au quatrième trimestre de 2014 et de 64 000 au cours de l'exercice complet 2014. Les pertes d'abonnés des services prépayés reflètent les conversions aux services postpayés, la saturation du marché en ce qui a trait aux services prépayés, ainsi que la vive concurrence continue dans le segment de marché de bas de gamme auquel sont habituellement associés des forfaits liés aux services prépayés.

- Le **taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s'est établi à 0,94 % au quatrième trimestre et à 0,93 % au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 0,97 % au quatrième trimestre et à 1,03 % au cours de l'exercice complet 2013. Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés, en excluant Public Mobile, s'est élevé à 1,33 % au quatrième trimestre de 2014 et à 1,31 % au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 1,41 % au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013. L'amélioration du taux de désabonnement combiné s'explique par le maintien de nos initiatives accordant la priorité aux clients et par notre approche client transparente, qui permettent à TELUS de se différencier dans un marché très concurrentiel, ainsi que par la plus grande proportion du nombre d'abonnés qui ont opté pour les services postpayés.

  Les **produits tirés de l'équipement et autres produits** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 44 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 90 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Les produits tirés de l'équipement et autres produits, en excluant Public Mobile, se sont accrus de 46 millions de dollars au quatrième trimestre et de 84 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison essentiellement de l'accroissement des volumes de fidélisation, de la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus, de l'offre d'un plus grand nombre d'appareils emblématiques au quatrième trimestre et de l'accroissement des volumes de fidélisation, facteurs neutralisés en partie par la diminution des ajouts bruts pour l'exercice complet 2014.

- Le taux d'adoption des téléphones intelligents est demeuré élevé et a représenté 79 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au quatrième trimestre de 2014 (77 % au quatrième trimestre de 2013). Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents ont représenté 81 % des abonnés des services postpayés au 31 décembre 2014, soit une hausse par rapport à 77 % à la fin de 2013. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. La plus grande proportion de téléphones intelligents vendus devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits d'exploitation prévus par client sur la durée de l'appareil.

Les **produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles** représentent les services de réseau fournis au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes.

Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2014	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Achat de biens et services						
Charges liées aux ventes d'équipement	**452**	378	19,6 %	**1 423**	1 279	11,3 %
Charges d'exploitation des services de réseau	**194**	181	7,2 %	**776**	707	9,8 %
Frais de marketing	**138**	126	9,5 %	**426**	423	0,7 %
Autres[1]	**166**	140	18,6 %	**603**	507	18,9 %
Charge au titre des avantages du personnel[1]	**180**	179	0,6 %	**686**	657	4,4 %
Charges d'exploitation du secteur des services mobiles[2]	**1 130**	1 004	12,5 %	**3 914**	3 573	9,5 %
Charges d'exploitation du secteur des services mobiles (excluant Public Mobile)	**1 117**	985	13,4 %	**3 817**	3 554	7,4 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Se reporter à la *rubrique 5.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*.
2. Comprend des charges d'exploitation liées à Public Mobile totalisant 13 $ au quatrième trimestre et 97 $ au cours de l'exercice complet 2014. Au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013, les charges d'exploitation liées à Public Mobile se sont élevées à 19 $.

Les charges d'exploitation du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 126 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 341 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Ces résultats tiennent compte de charges d'exploitation liées à Public Mobile de 13 millions de dollars au quatrième trimestre et de 97 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Les charges du secteur des services mobiles, en excluant Public Mobile, se sont accrues de 132 millions de dollars au quatrième trimestre et de 263 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 74 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 144 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. En excluant Public Mobile, l'augmentation s'est élevée à 77 millions de dollars pour le quatrième trimestre et à 142 millions de dollars pour l'exercice complet 2014, ce qui reflète la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus aux nouveaux abonnés et aux abonnés existants au quatrième trimestre de 2014, de même que l'accroissement des volumes de fidélisation et, pour le quatrième trimestre, l'augmentation des ajouts bruts.

- Les **frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau**, en excluant Public Mobile, se sont établis à 14,3 % au quatrième trimestre et à 11,8 % au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 12,9 % au quatrième trimestre et à 11,4 % au cours de l'exercice complet 2013. Ces augmentations d'un exercice à l'autre au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2014 tiennent à l'accroissement des volumes de fidélisation, à la hausse des coûts de financement par appareil découlant de l'adoption continue de téléphones intelligents plus coûteux, ainsi qu'à la hausse des commissions.
- Les **frais d'acquisition par ajout brut d'abonné**, en excluant Public Mobile, se sont élevés à 440 $ au quatrième trimestre de 2014 et à 405 $ au cours de l'exercice complet 2014, en baisse de 13 $ au quatrième trimestre et en hausse de 5 $ au cours de l'exercice complet 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. La diminution au cours du trimestre découle d'un changement dans la composition des branchements d'abonnés, par rapport à la période correspondante de 2013. L'augmentation au cours de l'exercice complet s'explique essentiellement par la hausse des coûts de financement par appareil reflétant la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus ainsi que par la hausse des commissions.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars au quatrième trimestre et de 69 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. En excluant Public Mobile, l'augmentation a été de 15 millions de dollars au quatrième trimestre et de 45 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, l'accroissement des coûts d'exploitation liés à l'élargissement du réseau LTE et à la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que la hausse des charges liées aux services de transmission de données et de la voix en itinérance ayant été neutralisés en partie par la réduction des tarifs liés aux services d'itinérance.

Les **frais de marketing** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars au quatrième trimestre et de 3 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. En excluant Public Mobile, les frais de marketing ont augmenté de 12 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et sont demeurés inchangés au cours de l'exercice complet 2014. L'augmentation au cours du trimestre tient au calendrier des campagnes promotionnelles principalement tenues au quatrième trimestre et à la hausse des commissions liée à l'accroissement des branchements découlant des activités de fidélisation d'abonnés.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars au quatrième trimestre et de 96 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. En excluant Public Mobile, l'augmentation a été de 25 millions de dollars au quatrième trimestre et de 61 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe, de l'accroissement des frais d'administration et de l'augmentation de la provision pour créances douteuses afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, l'accroissement de nos canaux de distribution et l'augmentation des volumes de services d'itinérance.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au quatrième trimestre et de 29 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. En excluant Public Mobile, nous avons comptabilisé une augmentation de 3 millions de dollars au quatrième trimestre et de 15 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, y compris la rémunération fondée sur des actions, facteur neutralisé en partie par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif et par la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein découlant de nos initiatives d'efficacité opérationnelle.

BAIIA – secteur des services mobiles

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars, sauf les marges)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
BAIIA[1]	**629**	592	6,3 %	**2 727**	2 604	4,7 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA[2]	**6**	12	(50,0) %	**30**	30	—
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	**635**	604	5,1 %	**2 757**	2 634	4,7 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (excluant Public Mobile)	**631**	606	4,2 %	**2 767**	2 636	5,0 %
Marge du BAIIA (en %)	**35,8**	37,0	(1,2) pt	**41,1**	42,1	(1,0) pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (en %)	**36,1**	37,8	(1,7) pt	**41,5**	42,6	(1,1) pt

1. Tient compte d'une incidence favorable liée à Public Mobile de 3 $ pour le quatrième trimestre et d'une incidence défavorable de 13 $ pour l'exercice complet 2014, par rapport à une incidence défavorable de 10 $ pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2013.
2. Tient compte d'un montant de 1 $ lié à Public Mobile pour le quatrième trimestre de 2014 et de 3 $ pour l'exercice complet 2014, par rapport à un montant de 8 $ pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2013.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté d'un exercice à l'autre de 37 millions de dollars, ou 6,3 %, au quatrième trimestre, et de 123 millions de dollars, ou 4,7 %, au cours de l'exercice complet 2014. Le BAIIA du secteur des services mobiles, en excluant Public Mobile, s'est établi à 626 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, soit une augmentation d'un exercice à l'autre de 4,1 %, et il s'est établi à 2,7 milliards de dollars au cours de l'exercice complet 2014, soit une hausse d'un exercice à l'autre de 4,9 %. Le BAIIA du secteur des services mobiles excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru d'un exercice à l'autre de 31 millions de dollars, ou 5,1 %, au quatrième trimestre, et de 123 millions de dollars, ou 4,7 %, au cours de l'exercice complet 2014. Les hausses du BAIIA reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau découlant de la hausse des PMAA et de l'accroissement du nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des frais de fidélisation, par la hausse des charges liées au service à la clientèle, ainsi que par l'accroissement des charges d'exploitation du réseau et des charges liées aux canaux de distribution.

2.5 Secteur des services filaires

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 31 décembre (en milliers)	**2014**	2013	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	**1 475**	1 395	5,7 %
Abonnés à TELUS TV	**916**	815	12,4 %
Lignes d'accès au réseau :			
Lignes résidentielles	**1 556**	1 643	(5,3) %
Lignes d'affaires	**1 613**	1 611	0,1 %
Total des lignes d'accès au réseau	**3 169**	3 254	(2,6) %
Nombre total d'abonnés aux services filaires	**5 560**	5 464	1,8 %

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en milliers)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	**22**	21	4,8 %	**80**	69	15,9 %
Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV	**28**	38	(26,3) %	**101**	137	(26,3) %
Ajouts (pertes) de lignes d'accès au réseau :						
Lignes résidentielles	**(20)**	(25)	20,0 %	**(87)**	(124)	29,8 %
Lignes d'affaires	**(5)**	(5)	—	**2**	(28)	n.s.
Total des lignes d'accès au réseau	**(25)**	(30)	16,7 %	**(85)**	(152)	44,1 %
Ajouts nets au nombre total d'abonnés aux services filaires	**25**	29	(13,8) %	**96**	54	77,8 %

Produits d'exploitation – secteur des services filaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Produits tirés de contrats conclus avec des clients :						
Services et équipement de transmission de données	**911**	851	7,1 %	**3 472**	3 208	8,2 %
Services de transmission de la voix	**393**	419	(6,2) %	**1 615**	1 735	(6,9) %
Autres services et équipement	**67**	75	(10,7) %	**255**	267	(4,5) %
	1 371	1 345	1,9 %	**5 342**	5 210	2,5 %
Autres produits d'exploitation	**13**	18	(27,8) %	**73**	64	14,1 %
Produits d'exploitation externes	**1 384**	1 363	1,5 %	**5 415**	5 274	2,7 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	**44**	43	2,3 %	**175**	169	3,6 %
Total des produits d'exploitation	**1 428**	1 406	1,6 %	**5 590**	5 443	2,7 %

Le total des produits d'exploitation du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars, ou 1,6 %, au quatrième trimestre de 2014, et de 147 millions de dollars, ou 2,7 %, au cours de l'exercice complet 2014, en raison de la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données découlant de la hausse du nombre d'abonnés, facteur qui a été neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants et de l'équipement, ainsi que par les pressions concurrentielles continues.

Les **produits tirés de contrats conclus avec des clients** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars, ou 1,9 %, au quatrième trimestre de 2014 et de 132 millions de dollars, ou 2,5 %, au cours de l'exercice complet 2014.

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 60 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 264 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui sont principalement attribuables i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,7 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse sur 12 mois, les mises à niveau des clients pour des vitesses Internet plus élevées, les abonnements auxquels les offres promotionnelles ne n'appliquent plus, ainsi que l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant en partie de certaines hausses de tarifs; ii) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 12 % du nombre d'abonnés sur 12 mois; iii) à la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires; iv) à l'augmentation des produits tirés de TELUS Santé. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution des ventes d'équipement de transmission de données ainsi que par la réduction des produits tirés des services de vidéoconférence, laquelle tient essentiellement à la baisse des dépenses des entreprises.

- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 120 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Ces diminutions reflètent la réduction continue des produits tirés des services existants découlant du remplacement de la technologie, de l'intensification de la concurrence, de l'utilisation accrue de forfaits interurbains et de la baisse au chapitre du nombre de minutes par abonné des services interurbains. Nous avons enregistré une réduction de 2,6 % des lignes d'accès au réseau au cours des 12 derniers mois.
- Les **ajouts nets au nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établis à 25 000 au quatrième trimestre de 2014 et à 96 000 au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui reflètent une diminution de 4 000 au quatrième trimestre et une amélioration de 42 000 au cours de l'exercice complet 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013.
  - Les **ajouts nets** d'abonnés à Internet haute vitesse ont augmenté au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013, en raison de l'élargissement de notre couverture à large bande haute vitesse, de l'incidence favorable de l'adoption continue des services Télé OPTIK, de l'accroissement des vitesses de téléchargement à large bande, ainsi que de l'amélioration de notre taux de désabonnement. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV ont diminué au quatrième trimestre de 2014 et au cours de l'exercice complet 2014, en raison du fait que l'élargissement de l'accessibilité de notre couverture à large bande haute vitesse et l'amélioration de notre taux de désabonnement ont été neutralisés par l'incidence du ralentissement de la croissance du nombre d'abonnés. La priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, conjuguée au groupement de ces services, s'est traduite par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services de télévision et aux services Internet de 8,2 % au cours des 12 derniers mois.
  - Les **pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau**, qui se chiffrent à 20 000 au quatrième trimestre et à 87 000 au cours de l'exercice complet 2014, reflètent une amélioration par rapport aux pertes de 25 000 lignes comptabilisées au quatrième trimestre de 2013 et aux pertes de 124 000 lignes comptabilisées au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats s'expliquent par le maintien de nos initiatives accordant la priorité aux clients et par l'offre de services groupés. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau reflètent la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, y compris les pertes en faveur de concurrents, facteurs atténués en partie par le succès du service Télé OPTIK et par l'offre de services groupés.
  - Les **pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau**, qui se chiffrent à 5 000 au quatrième trimestre, sont demeurées inchangées par rapport à la période correspondante de 2013. Les **ajouts de lignes d'affaires d'accès au réseau**, qui se chiffrent à 2 000 au cours de l'exercice complet 2014, représentent une amélioration par rapport aux pertes de 28 000 lignes comptabilisées en 2013, résultat qui reflète la croissance des services de transmission de la voix et de données utilisés par plusieurs clients du marché d'affaires.
- Les **produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services** ont diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 12 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, résultats qui reflètent la diminution des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits d'exploitation** ont diminué d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et se sont accrus d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison des profits à la cession de biens immobiliers et d'autres placements, qui ont diminué au quatrième trimestre de 2014 et augmenté au cours de l'exercice complet 2014.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Achat de biens et services[1]	**585**	578	1,2 %	**2 300**	2 262	1,7 %
Charges au titre des avantages du personnel[1]	**471**	469	0,4 %	**1 801**	1 767	1,9 %
Total des charges d'exploitation	**1 056**	1 047	0,9 %	**4 101**	4 029	1,8 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Se reporter à la *rubrique 5.1*, *« Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».*

Le total des charges d'exploitation du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 72 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014 en raison principalement des facteurs suivants :

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 38 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Les augmentations s'expliquent par la croissance du nombre d'abonnés, l'augmentation des tarifs de programmation liés aux services de télévision, la hausse des coûts associés à l'accroissement des produits tirés de TELUS Santé, y compris ceux découlant des acquisitions et, en ce qui concerne l'exercice complet, l'évaluation rétroactive, au troisième trimestre de 2014, de l'apport supplémentaire au titre des produits tirés des services de télévision d'environ 15 millions de dollars, qui est affecté à nos exigences de financement de la programmation canadienne, facteurs neutralisés en partie par la réduction du coût des ventes d'équipement à des entreprises liée à la diminution des produits tirés de l'équipement, par la diminution des frais de publicité et de promotion ainsi que par le recours moindre à la main-d'œuvre externe.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au quatrième trimestre et de 34 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Les augmentations découlent de la hausse de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, y compris la hausse des coûts pour soutenir la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, et de l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein au pays et à l'étranger découlant des acquisitions et de l'embauche de contractuels. Pour le quatrième trimestre, ce résultat a été neutralisé en partie par la comptabilisation, au début de 2014, d'une charge plus élevée au titre du programme de reconnaissance des employés. L'augmentation pour l'exercice complet 2014 tient aussi à la hausse de la charge de rémunération fondée sur des actions, facteur neutralisé en partie par la diminution des coûts de restructuration et autres coûts similaires.

BAIIA – secteur des services filaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars, sauf les marges)	**2014**	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
BAIIA	**372**	359	3,4 %	**1 489**	1 414	5,3 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	**20**	21	(4,8) %	**45**	68	(33,8) %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	**392**	380	3,1 %	**1 534**	1 482	3,4 %
Marge du BAIIA (en %)	**26,0**	25,6	0,4 pt	**26,6**	26,0	0,6 pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (en %)	**27,4**	27,0	0,4 pt	**27,4**	27,2	0,2 pt

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 75 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 52 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. L'augmentation du BAIIA et de la marge du BAIIA découle de la croissance d'un exercice à l'autre des produits de 1,6 % au quatrième trimestre de 2014 et de 2,7 % au cours de l'exercice complet 2014, laquelle a excédé l'augmentation d'un exercice à l'autre des charges de 0,9 % au quatrième trimestre de 2014 et de 1,8 % au cours de l'exercice complet 2014.

3. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	**Au 31 déc. 2014**	Au 31 déc. 2013	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
Actifs courants					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	**60**	336	(276)	(82) %	Se reporter à la *rubrique 4*, *« Situation de trésorerie et sources de financement ».*
Débiteurs	**1 483**	1 461	22	2 %	Augmentation des produits d'exploitation consolidés, neutralisée par une diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs des secteurs des services mobiles et des services filaires.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	**97**	32	65	n.s.	Reflète les acomptes provisionnels payés en 2014, en sus des impôts sur le résultat à payer, ainsi que les crédits d'impôt à recevoir.
Stocks	**320**	326	(6)	(2) %	Diminution du nombre d'appareils mobiles et d'accessoires, neutralisée en partie par une augmentation du coût moyen par appareil découlant du nombre de téléphones intelligents à valeur plus élevée.
Charges payées d'avance	**199**	168	31	18 %	Augmentation du paiement anticipé des contrats d'entretien.
Actifs dérivés	**27**	6	21	n.s.	Ajustements de la juste valeur des couvertures des unités d'actions restreintes et des couvertures opérationnelles.
Passifs courants					
Emprunts à court terme	**100**	400	(300)	(75) %	Se reporter à la *rubrique 4.7*, *« Vente de créances clients ».*
Créditeurs et charges à payer	**2 019**	1 735	284	16 %	Hausse des charges à payer au titre des dépenses d'investissement, des coûts de programmation liés aux services de télévision, des appareils et des accessoires, et augmentation des intérêts à payer et des charges salariales et autres obligations liées au personnel.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	**2**	102	(100)	(98) %	Charge d'impôt exigible pour 2014, neutralisée par le dernier acompte provisionnel au titre de l'impôt sur le résultat de 2013 et par les acomptes provisionnels au titre de l'impôt sur le résultat de 2014.
Dividendes à payer	**244**	222	22	10 %	Augmentation du taux de dividendes, neutralisée en partie par la réduction du nombre d'actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	**753**	729	24	3 %	Croissance du nombre d'abonnés et accroissement de la facturation par anticipation tenant aux hausses de tarifs.
Provisions	**126**	110	16	15 %	Reflète le reclassement dans les passifs courants d'une provision liée à une acquisition comptabilisée à l'exercice précédent qui était classée dans la dette à long terme, facteur neutralisé par une diminution des provisions au titre de la restructuration.
Tranche à court terme de la dette à long terme	**255**	—	255	n.s.	Augmentation du papier commercial utilisé aux fins générales de la société et reclassement d'un montant de 125 millions de dollars des débentures à 11,9 % arrivant à échéance en novembre 2015 qui étaient classées dans la dette à long terme.
Passifs dérivés courants	**—**	1	(1)	n.s.	—
Fonds de roulement (actifs courants moins les passifs courants)	**(1 313)**	(970)	(343)	(35) %	Diminution de la trésorerie et des placements temporaires et augmentation des créditeurs et charges à payer ainsi que de la tranche à court terme de la dette à long terme, neutralisées en partie par l'augmentation de l'impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir, par une réduction de l'impôt sur le résultat et autres impôts à payer, ainsi que par une diminution des emprunts à court terme.

Situation financière : (en millions de dollars)	**Au 31 déc. 2014**	Au 31 déc. 2013	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
Actifs non courants					
Immobilisations corporelles, montant net	**9 123**	8 428	695	8 %	Se reporter à *Dépenses d'investissement* à la *rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités d'investissement »* ainsi qu'à *Amortissement des immobilisations corporelles* à la *rubrique 2.3.*
Immobilisations incorporelles, montant net	**7 797**	6 531	1 266	19 %	Se reporter à *Dépenses d'investissement* à la *rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités d'investissement »* ainsi qu'à *Amortissement des immobilisations incorporelles* à la *rubrique 2.3*.
Goodwill, montant net	**3 757**	3 737	20	1 %	Augmentation découlant des acquisitions liée à TELUS Santé, neutralisée par les ajustements relatifs au prix d'achat apportés au goodwill lié à Public Mobile.
Coentreprises immobilières	**21**	11	10	91 %	Se reporter à la *rubrique 4.11*, *« Transactions entre parties liées »*.
Autres actifs non courants	**333**	530	(197)	(37) %	Principalement une diminution de l'actif au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi découlant de la réduction du taux d'actualisation, qui excède l'incidence du rendement positif des actifs des régimes.
Passifs non courants					
Provisions	**342**	219	123	56 %	Augmentation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlant de la réduction des taux d'actualisation, neutralisée en partie par le reclassement dans les passifs courants d'une provision liée à une acquisition comptabilisée à l'exercice précédent qui était classée dans la dette à long terme.
Dette à long terme	**9 055**	7 493	1 562	21 %	Se reporter à la *rubrique 4.4*, *« Entrées (sorties) liées aux activités de financement »*, pour une analyse de nos activités de financement de 2014.
Autres passifs non courants	**931**	649	282	43 %	Augmentation du passif au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi découlant de la diminution des taux d'actualisation, qui excède l'incidence du rendement positif des actifs des régimes.
Impôt sur le résultat différé	**1 936**	1 891	45	2 %	Charge d'impôt différé découlant de l'augmentation des différences temporaires.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	**7 454**	8 015	(561)	(7) %	Bénéfice net de 1,4 milliard de dollars, déduction faite d'un montant de 438 millions de dollars inscrit dans les autres éléments du résultat global, des dividendes de 935 millions de dollars déclarés et du rachat d'actions pour un montant de 615 millions de dollars en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités d'exploitation.

4.1 Aperçu

En 2014, nous avons versé 1,14 milliard de dollars relativement aux licences de spectre pour les services sans fil acquises dans le cadre des enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz ayant eu lieu au premier trimestre de 2014. Nous avons versé des dividendes de 913 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires, et un montant en trésorerie de 612 millions de dollars revenant aux actionnaires, par l'entremise de rachats d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015, déjà entamée, et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014, qui est terminée. Au cours du mois clos le 31 janvier 2015, nous avons racheté 0,5 million d'actions ordinaires dans le cadre de notre programme de rachat d'actions automatique, pour un coût de 21 millions de dollars. Nous avons également émis 2,2 milliards de dollars de titres de créance à long terme et nous avons procédé au remboursement par anticipation de 500 millions de dollars de billets de série CE à 5,95 %. Après le 31 décembre 2014, soit en janvier 2015, nous avons versé des dividendes de 244 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires. Nous avons prorogé notre facilité de crédit bancaire pour une durée de cinq ans et porté le montant de cette facilité à 2,25 milliards de dollars; cette facilité arrivera à échéance le 31 mai 2019. Les politiques financières liées à notre structure du capital, notre plan financier et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2014.

Flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2014	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	**917**	726	26,3 %	**3 407**	3 246	5,0 %
(Sorties) liées aux activités d'investissement	**(713)**	(787)	9,4 %	**(3 668)**	(2 389)	(53,5) %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	**(370)**	365	n.s.	**(15)**	(628)	97,6 %
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	**(166)**	304	154,6 %	**(276)**	229	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	**226**	32	n.s.	**336**	107	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	**60**	336	(82,1) %	**60**	336	(82,1) %

4.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

Les entrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 191 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 161 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013.

Analyse des variations des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrième trimestre	Exercice complet
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2013	726	3 246
Variations d'un exercice à l'autre :		
Augmentation du BAIIA (se reporter à la *rubrique 2.4*, *« Secteur des services mobiles »*, et à la *rubrique 2.5*, *« Secteur des services filaires »)*	50	198
Augmentation des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(6)	(8)
Diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite des charges	7	91
Augmentation des intérêts payés, compte tenu de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette	(15)	(48)
Diminution des intérêts reçus	—	(2)
Diminution (augmentation) des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements reçus	121	(26)
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	34	(44)
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2014	**917**	**3 407**

- Les paiements d'impôt, déduction faite des remboursements reçus, ont augmenté d'un exercice à l'autre au cours de l'exercice complet 2014, en raison principalement des acomptes provisionnels plus élevés découlant de l'accroissement des impôts à payer aux exercices précédents.
- Les cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel ont diminué en raison du rendement des actifs des régimes, de la variation des taux d'actualisation et du recours à des lettres de crédit.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation reflètent une augmentation nette de 34 millions de dollars au quatrième trimestre et une diminution nette de 44 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Ces variations tiennent compte de l'augmentation comparative des débiteurs et des charges payées d'avance, facteur neutralisé en partie par la diminution comparative des créditeurs (excluant les variations du fonds de roulement lié aux activités d'investissement et les variations des intérêts à payer). (Se reporter à la *rubrique 3*, *« Évolution de la situation financière »*.)

4.3 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué d'un exercice à l'autre de 74 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et ont augmenté de 1,3 milliard dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Les résultats tiennent notamment à ce qui suit :

- Les paiements en trésorerie au titre des immobilisations (excluant les licences de spectre) ont augmenté d'un exercice à l'autre de 109 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 338 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Ils se composent de ce qui suit :
  - la diminution d'un exercice à l'autre des dépenses d'investissement de 7 millions de dollars au quatrième trimestre et l'augmentation d'un exercice à l'autre de 249 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014 (se reporter au tableau et à l'analyse ci-dessous);

- la diminution comparative des créditeurs et charges à payer de 118 millions de dollars au quatrième trimestre et de 91 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, qui reflète le moment auquel les paiements relatifs aux dépenses d'investissement ont été effectués.

- Au deuxième trimestre de 2014, un paiement relatif aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz totalisant 1,14 milliard de dollars.
- En 2014, des acquisitions d'entreprises et des investissements connexes totalisant 3 millions de dollars et 49 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet, qui complètent nos secteurs d'activité existants, par rapport à 229 millions de dollars et à 261 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013, y compris l'acquisition de Public Mobile pour 229 millions de dollars, déduction faite de la trésorerie acquise.
- Des avances et des apports aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues, d'un montant de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 53 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et à 23 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats reflètent principalement les avances en vertu des facilités de crédit aux fins des travaux de construction, qui correspondent aux progrès accomplis dans le cadre de ces travaux.

Mesures des dépenses d'investissement

(en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2014	2013	Variation	**2014**	2013	Variation
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)[1] :						
Secteur des services mobiles	**188**	213	(11,7) %	**832**	712	16,9 %
Secteur des services filaires	**382**	364	4,9 %	**1 527**	1 398	9,2 %
Chiffres consolidés	**570**	577	(1,2) %	**2 359**	2 110	11,8 %
BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)[2]	**431**	374	15,2 %	**1 857**	1 908	(2,7) %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	**11**	13	(2) pts	**13**	12	1 pt
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	**27**	26	1 pt	**27**	26	1 pt
Intensité du capital consolidé (en %)[2]	**18**	20	(2) pts	**20**	19	1 pt

1. Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
2. Se reporter à la *rubrique 5.1*, *« Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*, pour les calculs et pour une description.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont diminué d'un exercice à l'autre de 25 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et ont augmenté d'un exercice à l'autre de 120 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. La diminution au quatrième trimestre de 2014 tient principalement à la baisse des dépenses aux fins de la mise en place du réseau et à la réduction graduelle de plusieurs projets d'élaboration de services en 2014. L'augmentation au cours de l'exercice complet s'explique par les investissements continus dans l'infrastructure à large bande du secteur des services mobiles afin d'accroître la couverture, la vitesse et la capacité du réseau, y compris le déploiement du spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz acquis récemment, ainsi que les investissements continus dans les activités visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes, afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients, ainsi que dans les initiatives de préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 11 % au quatrième trimestre de 2014, en baisse par rapport à 13 % au quatrième trimestre de 2013, et il s'est élevé à 13 % au cours de l'exercice complet 2014, en hausse par rapport à 12 % à la période correspondante de 2013.

Le BAIIA du secteur des services mobiles, déduction faite des dépenses d'investissement, s'est élevé à 441 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, par rapport à 379 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013. Ce résultat reflète une hausse de 62 millions de dollars, ou 16,4 % découlant de l'accroissement du BAIIA et de la réduction des dépenses d'investissement. Le BAIIA du secteur des services mobiles, déduction faite des dépenses d'investissement, s'est élevé à 1,9 milliard de dollars au cours des exercices complets 2014 et 2013, la hausse du BAIIA ayant été neutralisée en partie par l'augmentation des dépenses d'investissement.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et de 129 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Nous avons continué d'investir dans notre infrastructure à large bande et avons notamment procédé au branchement direct d'un plus grand nombre de foyers et d'entreprises aux installations de fibres optiques. Les investissements dans l'infrastructure à large bande soutiennent la croissance du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, ainsi que l'augmentation des vitesses des services Internet, et accroissent le champ d'application et la fonctionnalité de nos solutions en santé. Nous avons également continué d'effectuer des investissements de manière à soutenir la croissance des activités et ajouté des fonctionnalités en matière d'administration, de service à la clientèle et de prestation de services, et nous avons amélioré la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 27 % au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2014, en hausse par rapport à 26 % au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013.

Le BAIIA du secteur des services filaires, déduction faite des dépenses d'investissement, s'est établi à (10) millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, soit une baisse par rapport à (5) millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, et il s'est élevé à (38) millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, par rapport à 16 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats reflètent le fait que la hausse des dépenses d'investissement a été neutralisée seulement en partie par l'augmentation du BAIIA.

4.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 370 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, par rapport à des entrées liées aux activités de financement de 365 millions de dollars à la période correspondante de 2013. Les sorties liées aux activités de financement ont diminué d'un exercice à l'autre de 613 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014. Les activités de financement ont trait à ce qui suit :

Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation

Les dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires se sont élevés à 233 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 et à 913 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en hausse d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au quatrième trimestre et de 61 millions de dollars au cours de l'exercice complet. Les augmentations reflètent la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance des dividendes, facteur neutralisé par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions dans le cadre de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.

Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Au cours de l'exercice complet 2014, nous avons racheté environ 13 millions d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014, le coût maximal de 500 millions de dollars ayant été atteint le 23 septembre 2014. Les actions rachetées représentent environ 2,1 % des actions ordinaires en circulation avant le début de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. En vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015, qui a débuté le 1er octobre 2014, nous avons, au cours de la période s'échelonnant du 1er octobre au 31 décembre 2014, racheté environ 2,9 millions d'actions ordinaires pour un coût de 115 millions de dollars.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'achat (en millions de dollars)	Augmentation (diminution) des créditeurs (en millions de dollars)	Décaissements (en millions de dollars)
Premier trimestre	4 312 200	37,22	161	(2)	159
Deuxième trimestre	4 809 000	39,27	188	(11)	177
Troisième trimestre	3 883 271	38,79	151	13	164
Quatrième trimestre	2 850 700	40,30	115	(3)	112
Total	15 855 171	38,78	615	(3)	612

En janvier 2015, nous avons, par l'entremise du programme de rachat d'actions automatique, racheté 492 000 actions ordinaires à des fins d'annulation en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015.

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'acquisition (en millions de dollars)	Augmentation (diminution) des créditeurs (en millions de dollars)	Décaissements (en millions de dollars)
Total	492 000	42,59	21	—	21

Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement au transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 4.7*, *« Vente de créances clients »*). Le produit, qui s'est établi à 400 millions de dollars en 2013, a été réduit de 300 millions de dollars au premier trimestre de 2014 et ramené à 100 millions de dollars.

Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Les remboursements, déduction faite des émissions de titres de créance à long terme, se sont établis à 25 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, et les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont élevées à 1,8 milliard de dollars au cours de l'exercice complet 2014, et se composent de ce qui suit :

- Le 4 avril 2014, nous avons, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, émis des billets de premier rang non garantis d'un montant de 1,0 milliard de dollars, en deux séries, soit des billets à 3,20 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2021, et des billets à 4,85 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2044. Le produit net a servi à rembourser une tranche d'environ 914 millions de dollars de l'emprunt contracté pour financer une portion du prix d'achat des licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, et la tranche résiduelle a été utilisée aux fins générales de la société.

- Le 10 septembre 2014, nous avons, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, émis des billets de premier rang non garantis de 1,2 milliard de dollars en deux séries, soit des billets à 3,75 % d'un montant de 800 millions de dollars échéant le 17 janvier 2025 et des billets à 4,75 % d'un montant de 400 millions de dollars échéant le 17 janvier 2045. Le produit net a servi à rembourser la dette composée i) des avances sur la facilité de crédit de 2014 et du papier commercial émis pour financer une tranche importante du remboursement par anticipation, le 8 septembre 2014, de nos billets de série CE à 5,95 % d'un montant de 500 millions de dollars, et ii) de l'encours restant de papier commercial, émis aux fins générales de la société.

- Une augmentation nette du papier commercial, qui a été porté à 130 millions de dollars au 31 décembre 2014, par rapport à néant au 31 décembre 2013.

L'émission de ces titres de créance a donné lieu à une augmentation de la durée à l'échéance moyenne de la dette à long terme (excluant le papier commercial), la portant à environ 11 ans au 31 décembre 2014, par rapport à environ 9 ans à la fin de 2013. De plus, le coût moyen pondéré de la dette à long terme était de 4,72 % au 31 décembre 2014, par rapport à 5,00 % à la fin de 2013, en raison de nos activités de refinancement en 2013 et en 2014.

Le 7 août 2014, nous avons exercé notre droit et procédé, le 8 septembre 2014, au remboursement par anticipation de tous nos billets de série CE à 5,95 % d'un montant de 500 millions de dollars. La prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme comptabilisée au cours du trimestre clos le 30 septembre 2014 s'est élevée à environ 13 millions de dollars avant impôt.

Au 31 décembre 2014, aucun montant n'avait été prélevé sur notre facilité de crédit d'une durée de cinq ans (mais un montant de 130 millions de dollars a été utilisé pour garantir l'encours du papier commercial). Notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement soutenu par cette facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans (se reporter à la *rubrique 4.6*, *« Facilités de crédit »*).

4.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 31 décembre 2014 s'est établie à 9,4 milliards de dollars, soit une hausse de 1,8 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent, découlant de nos activités de refinancement en 2014, de l'émission de titres de créance supplémentaires (principalement aux fins de l'acquisition des licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, ainsi que du remboursement de la dette à des taux plus élevés), de même que de la diminution de la trésorerie et des emprunts temporaires, déduction faite de la réduction des emprunts à court terme, pour lesquels une analyse est présentée ci-dessus.

La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 98 % au 31 décembre 2014, soit un résultat en hausse par rapport à 95 % à l'exercice précédent, qui est imputable à nos activités de refinancement en 2014.

Le **total des capitaux investis – valeur comptable** au 31 décembre 2014 s'est établi à 16,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,2 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient à l'accroissement de la dette nette, facteur neutralisé en partie par la réduction du capital social et des bénéfices non distribués découlant des rachats d'actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ainsi que par la hausse des dividendes versés. Le **ratio de la dette nette par rapport au total des capitaux investis** s'est établi à 55,9 % au 31 décembre 2014, en hausse par rapport à 48,7 % à l'exercice précédent.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 2,19 fois pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, en hausse par rapport à 1,84 fois à l'exercice précédent. Ce résultat tient à l'augmentation de la dette nette, facteur neutralisé en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. L'indication à long terme visée par notre politique pour ce ratio est de 1,50 à 2,00 fois. Au 31 décembre 2014, ce ratio sortait de cette fourchette, en raison du financement de l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz. Étant donné les besoins de trésorerie pour les prochaines enchères de licences de spectre et les autres exigences, l'évaluation de cette indication et le moment auquel le ratio reviendra dans la fourchette visée sont encore à déterminer. Notre stratégie vise à maintenir des notations du crédit se situant entre BBB+ et A-, ou l'équivalent. Nous respectons le ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, en vertu desquelles nous devons nous assurer que notre ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie d'exploitation n'est pas supérieur à 4,00:1,00. (Se reporter à la *rubrique 4.6, « Facilités de crédit »*.)

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 31 décembre ou pour les exercices clos à ces dates	**2014**	2013	Variation	
Composantes des ratios d'endettement et de couverture[1] (en millions de dollars)				
Dette nette	**9 393**	7 592	1 801	
Total des capitaux investis – valeur comptable	**16 809**	15 576	1 233	
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	**4 291**	4 116	175	
Coûts financiers, montant net	**440**	370	70	
Ratios d'endettement				
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	**98**	95	3	pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en années)	**10,9**	9,4	1,5	
Dette nette/total des capitaux investis (en %)[1]	**55,9**	48,7	7,2	pts
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires[1] (fois)	**2,19**	1,84	0,35	
Ratios de couverture[1] **(fois)**				
Couverture par le bénéfice	**5,3**	5,5	(0,2)	
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	**9,75**	11,12	(1,37)	
Autres mesures (en %)				
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté[1]	**69**	70	(1)	pt
Ratio de distribution[1]	**69**	71	(2)	pts

1. Se reporter à la *rubrique 5.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».*

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 5,3 fois pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, soit une baisse comparativement à 5,5 fois à l'exercice précédent. L'augmentation des coûts d'emprunt s'est traduite par une baisse de 0,7 du ratio, et la croissance du bénéfice avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat a donné lieu à une hausse de 0,5 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 9,75 fois pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2014, soit une baisse par rapport à 11,12 fois à l'exercice précédent. La hausse du montant net des charges d'intérêts (y compris la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en septembre 2014) a donné lieu à une diminution de 1,85 du ratio, et l'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a donné lieu à une augmentation de 0,48 du ratio. (Se reporter à la *rubrique 4.6*, *« Facilités de crédit »*).

Ratios de distribution : L'indication visée est de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés pour les périodes de 12 mois closes les 31 décembre 2014 et 2013 sont conformes à la fourchette visée.

4.6 Facilités de crédit

Au 31 décembre 2014, nous avions des liquidités disponibles de 2,16 milliards de dollars en vertu des facilités de crédit inutilisées, et nous disposions d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 4.7*), ce qui est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

Facilité de crédit renouvelable

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable de 2,25 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) conclue avec un consortium se composant de 15 institutions financières. Cette facilité de crédit a été renouvelée au deuxième trimestre de 2014 et arrivera à échéance le 31 mai 2019. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

Facilités de crédit et autres facilités de crédit bancaire de TELUS au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans[1]	31 mai 2019	2 250	—	—	(130)	2 120
Autres facilités de crédit bancaire	—	126	—	(86)	—	40
Total		2 376	—	(86)	(130)	2 160

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé dépasser 4,00:1,00 (ratio d'environ 2,19:1,00 au 31 décembre 2014) et de laisser notre ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2,00:1,00 (ratio d'environ 9,75:1,00 au 31 décembre 2014, qui devrait demeurer de loin supérieur à la clause restrictive) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujetti au maintien d'une notation en particulier.

Autres facilités sous forme de lettres de crédit

Au 31 décembre 2014, nous disposions de facilités de crédit non consenties sous forme de lettres de crédit de 206 millions de dollars, dont une tranche de 78 millions de dollars avait été utilisée au 31 décembre 2014. Nous avons également conclu d'autres facilités sous forme de lettres de crédit qui nous permettront de participer aux enchères de spectre concernant le spectre des SSFE-3 et la bande de fréquence de 2 500 MHz qu'Industrie Canada prévoit tenir en 2015. En vertu des conditions des enchères, les communications entre les soumissionnaires susceptibles de fournir des indices sur les stratégies de soumission, y compris la référence aux préférences en matière de blocs, de technologies ou d'évaluation, sont interdites jusqu'à la date limite de paiement final prévue pour les enchères. La divulgation du montant précis de nos lettres de crédit pourrait être interprétée comme un moyen utilisé pour faire état de nos intentions en ce qui a trait aux soumissions. Le montant maximal des lettres de crédit que tout participant individuel pourrait être tenu de livrer pour les deux enchères combinées s'élève à environ 200 millions de dollars.

4.7 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention a prise d'effet jusqu'au 31 décembre 2016, et les liquidités disponibles s'élevaient à 400 millions de dollars au 31 décembre 2014. Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TCI doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BB, sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente avant la fin de la durée. Au 12 février 2015, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

4.8 Notations du crédit

Il n'y a eu aucun changement à nos notations du crédit de première qualité au cours du quatrième trimestre de 2014 ni au 12 février 2015. Nous sommes d'avis que le respect de la plupart de nos politiques financières énoncées et les notations du crédit de première qualité qui en résultent, conjugués aux efforts déployés pour maintenir des relations constructives avec les banques, les investisseurs et les agences de notation, continuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

4.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature de certains risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.9* de notre rapport de gestion annuel 2014.

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2014, nous avions émis le montant maximal permis en vertu de notre prospectus préalable de base, qui demeurait autrement en vigueur jusqu'en décembre 2015 et en vertu duquel nous pouvions émettre, et avons émis des titres de créance d'un montant de 3,0 milliards de dollars. Au cours du quatrième trimestre de 2014, nous avons déposé un prospectus préalable de base, qui demeurera en vigueur jusqu'en décembre 2016 et en vertu duquel nous pouvions, au 31 décembre 2014, émettre un montant de 3,0 milliards de dollars de titres de créance ou de participation.

Au cours de 2014, la facilité de crédit a été renouvelée et portée à 2,25 milliards de dollars, et arrivera à échéance le 31 mai 2019 (se reporter à la *rubrique 4.6*, *« Facilités de crédit »*). De plus, la trésorerie et les placements temporaires s'élevaient à 60 millions de dollars au 31 décembre 2014. Nous estimons que nos notations du crédit de première qualité contribuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

Engagements et passifs éventuels

Obligations d'achat

Au 31 décembre 2014, nos engagements contractuels liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élevaient à 321 millions de dollars jusqu'à la fin de 2015, comparativement à des engagements au 31 décembre 2013 de 197 millions de dollars jusqu'à la fin de 2014, résultat qui s'explique principalement par l'augmentation des engagements liés à la conception et à la mise en place du réseau à large bande.

Obligations en matière d'indemnisation

Au 31 décembre 2014, nous n'avions constaté aucun passif en ce qui a trait à nos engagements d'indemnisation.

Réclamations et poursuites

Nous faisons l'objet de diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. Aussi, nous avons reçu ou sommes au courant de certaines réclamations possibles (incluant des réclamations en matière de propriété intellectuelle) à notre égard et, dans certains cas, à l'égard de nombreuses autres entreprises de services mobiles et des fournisseurs de services de télécommunications.

La direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, à l'exception des éléments décrits à la *rubrique 10.9*, *« Litiges et questions d'ordre juridique »* de notre rapport de gestion annuel 2014, qui sera déposé concurremment.

4.10 Information sur les actions en circulation

Actions en circulation (en millions)	31 décembre 2014	31 janvier 2015
Actions ordinaires	609	609
Options d'achat d'actions ordinaires	5	4
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées	3	3

4.11 Transactions entre parties liées

Placements dans des entités contrôlées importantes

Au 31 décembre 2014, TELUS Corporation contrôlait 100 % des participations dans TCI, laquelle contrôlait finalement pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2013.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités, et comprennent les membres de notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction, y compris le président dirigeant du conseil. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 14 millions de dollars et à 45 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2014, et à 13 millions de dollars et à 40 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013. L'augmentation au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2014 est attribuable à l'accroissement de la rémunération fondée sur des actions découlant des fluctuations divergentes du cours des actions ordinaires au cours des périodes respectives.

Transactions impliquant des régimes de retraite à prestations définies

Nous avons versé des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, comme il est illustré dans le tableau présenté à la *rubrique 4.2*. Nous avons également fourni des services de gestion et d'administration relativement à nos régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives.

Transactions avec des coentreprises immobilières

En 2014, nous avons effectué des transactions avec des coentreprises immobilières, qui sont des parties liées. Les engagements et les passifs éventuels liés aux coentreprises immobilières comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2016 au titre des travaux de construction (environ 100 millions de dollars au 31 décembre 2014), un engagement découlant d'un contrat de location simple d'une durée de 20 ans ayant prise d'effet en 2015 et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 374 millions de dollars conclu avec deux institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 50 % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 50 %). Des contrats de vente ont été signés relativement à la quasi-totalité des unités de la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS et, au 31 décembre 2014, environ 93 % des locaux de la tour de bureaux de ce projet étaient loués.

5. Définitions et rapprochements

5.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS et de ses secteurs opérationnels, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

Intensité du capital : Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Ratio de distribution : Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action pour le trimestre clos le plus récent, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action de base annuel des exercices).

Calcul du ratio de distribution

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	**2014**	2013
Numérateur – Dividende annualisé du quatrième trimestre déclaré par action de participation[1]	**1,60**	1,44
Dénominateur – Bénéfice net par action de participation[1]	**2,32**	2,02
Ratio (en %)	**69**	71

1. Reflète le fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

Ratio de distribution du bénéfice net ajusté : Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme plus représentatif du calcul des bénéfices prévisibles. L'indication visée par notre politique est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, et est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective.

Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	**2014**	2013
Numérateur – Dividende annualisé du quatrième trimestre déclaré par action de participation[1]	**1,60**	1,44
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	**1 425**	1 294
Ajouter : prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt sur le résultat	**10**	17
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	**(6)**	3
	1 429	1 314
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action[1]	**2,33**	2,05
Ratio ajusté (en %)	**69**	70

1. Reflète le fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

Couverture par le bénéfice : Cette mesure est définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les ratios)	**2014**	2013
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	**1 425**	1 294
Impôt sur le résultat	**501**	474
Coûts d'emprunt (intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme)	**450**	395
Numérateur	**2 376**	2 163
Dénominateur – Coûts d'emprunt	**450**	395
Ratio (fois)	**5,3**	5,5

BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé ainsi que l'apport de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, qui est prise en compte dans le secteur des services filaires, nous ne prévoyons pas conserver une participation dans la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS une fois que les travaux de construction seront terminés. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, nous avons, aux quatrièmes trimestres de 2014 et de 2013, comptabilisé des pertes liées à la participation de néant.

Rapprochement du BAIIA

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	**2014**	2013	**2014**	2013
Bénéfice net	**312**	290	**1 425**	1 294
Coûts de financement	**115**	110	**456**	447
Impôt sur le résultat	**106**	90	**501**	474
Amortissement des immobilisations corporelles	**366**	347	**1 423**	1 380
Amortissement des immobilisations incorporelles	**102**	114	**411**	423
BAIIA	**1 001**	951	**4 216**	4 018

BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires : Nous présentons cette mesure en tant qu'indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Cette mesure sert aussi au calcul du *ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires* et du *ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires*.

Calcul du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	**2014**	2013	**2014**	2013
BAIIA	**1 001**	951	**4 216**	4 018
Coûts de restructuration et autres coûts similaires	**26**	33	**75**	98
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	**1 027**	984	**4 291**	4 116

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires : Cette mesure est définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS (se reporter à la *rubrique 4.6*).

BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) : Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Nous calculons cette mesure comme de simples flux de trésorerie consolidés et comme des flux de trésorerie de nos deux secteurs

opérationnels. Le BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications avec le temps, et il est assujetti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites ci-dessus.

Calcul du BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	**2014**	2013	**2014**	2013
BAIIA	**1 001**	951	**4 216**	4 018
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	**(570)**	(577)	**(2 359)**	(2 110)
BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	**431**	374	**1 857**	1 908

Flux de trésorerie disponibles : Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

Calcul des flux de trésorerie disponibles

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	**2014**	2013	**2014**	2013
BAIIA	**1 001**	951	**4 216**	4 018
Coûts de restructuration, déduction faite des décaissements	**11**	17	**1**	9
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie :				
Rémunération fondée sur des actions	**15**	(22)	**74**	24
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	**22**	27	**87**	108
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	**(15)**	(27)	**(88)**	(200)
Intérêts versés	**(129)**	(114)	**(412)**	(364)
Intérêts reçus	**1**	1	**2**	4
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	**(570)**	(577)	**(2 359)**	(2 110)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	**336**	256	**1 521**	1 489
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	**1**	(120)	**(464)**	(438)
Flux de trésorerie disponibles	**337**	136	**1 057**	1 051

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités d'exploitation

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	**2014**	2013	**2014**	2013
Flux de trésorerie disponibles	**337**	136	**1 057**	1 051
Ajouter : dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	**570**	577	**2 359**	2 110
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	**10**	13	**(9)**	85
Entrées liées aux activités d'exploitation	**917**	726	**3 407**	3 246

Dette nette : Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du *ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires*.

Calcul de la dette nette

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	**2014**	2013
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	**9 310**	7 493
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	**43**	35
Trésorerie et placements temporaires	**(60)**	(336)
Emprunts à court terme	**100**	400
Dette nette	**9 393**	7 592

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires : Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio se situe dans une fourchette de 1,50 à 2,00 fois.

Ratio dette nette/total des capitaux investis : Il s'agit d'une mesure de la proportion de la dette utilisée dans la structure du capital de TELUS.

Montant net des charges d'intérêts : Cette mesure est le dénominateur utilisé pour calculer le ratio de *couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires*. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement, excluant les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes de 12 mois closes les 31 décembre 2014 et 2013. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts s'est établi à 440 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2014 et à 370 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2013.

Coûts de restructuration et autres coûts similaires : Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou transformationnels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Les autres coûts similaires comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises.

Composantes des coûts de restructuration et autres coûts similaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	**2014**	2013	**2014**	2013
Achat de biens et services	**6**	17	**21**	27
Charge au titre des avantages du personnel	**20**	16	**54**	71
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	**26**	33	**75**	98

Le total des capitaux investis – **valeur comptable** est défini et calculé comme suit :

Calcul du total des capitaux investis – valeur comptable

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	**2014**	2013
Dette nette	**9 393**	7 592
Capitaux propres	**7 454**	8 015
Déduire : cumul des autres éléments du résultat global	**(38)**	(31)
Total des capitaux investis – valeur comptable	**16 809**	15 576

5.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications sans fil. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé selon un taux mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services prépayés Koodo est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils (coût des appareils pour TELUS, moins le montant initial facturé au client), des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut débourser pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions (y compris le financement des appareils et les commissions) visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné ») Unité génératrice de produits active et récurrente (p. ex., un téléphone cellulaire, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI), qui donne accès aux réseaux mobiles de transmission de la voix ou de données à des fins de communication. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (un sous-ensemble d'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

Comptes consolidés de résultat et de résultat global (non audité)

	Trimestres		Exercices	
Périodes closes les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	**2014**	2013	**2014**	2013
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Services	**2 856 $**	2 699 $	**11 108 $**	10 601 $
Équipement	**259**	229	**819**	735
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	**3 115**	2 928	**11 927**	11 336
Autres produits d'exploitation	**13**	20	**75**	68
	3 128	2 948	**12 002**	11 404
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achat de biens et services	**1 476**	1 349	**5 299**	4 962
Charge au titre des avantages du personnel	**651**	648	**2 487**	2 424
Amortissement des immobilisations corporelles	**366**	347	**1 423**	1 380
Amortissement des immobilisations incorporelles	**102**	114	**411**	423
	2 595	2 458	**9 620**	9 189
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	**533**	490	**2 382**	2 215
Coûts de financement	**115**	110	**456**	447
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	**418**	380	**1 926**	1 768
Impôt sur le résultat	**106**	90	**501**	474
BÉNÉFICE NET	**312**	290	**1 425**	1 294
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	**5**	1	**1**	—
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	**6**	4	**10**	4
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	**(2)**	(7)	**(4)**	(13)
	9	(2)	**7**	(9)
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	**(652)**	755	**(445)**	998
	(643)	753	**(438)**	989
BÉNÉFICE GLOBAL	**(331) $**	1 043 $	**987 $**	2 283 $
BÉNÉFICE NET PAR ACTION DE PARTICIPATION				
De base	**0,51 $**	0,47 $	**2,31 $**	2,02 $
Dilué	**0,51 $**	0,46 $	**2,31 $**	2,01 $
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D'ACTIONS DE PARTICIPATION EN CIRCULATION				
De base	**611**	623	**616**	640
Dilué	**613**	626	**618**	643

États consolidés de la situation financière (non audité)

Aux 31 décembre (en millions)	**2014**	2013
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	**60 $**	336 $
Débiteurs	**1 483**	1 461
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	**97**	32
Stocks	**320**	326
Charges payées d'avance	**199**	168
Actifs dérivés courants	**27**	6
	2 186	2 329
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	**9 123**	8 428
Immobilisations incorporelles, montant net	**7 797**	6 531
Goodwill, montant net	**3 757**	3 737
Coentreprises immobilières	**21**	11
Autres actifs non courants	**333**	530
	21 031	19 237
	23 217 $	21 566 $
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	**100 $**	400 $
Créditeurs et charges à payer	**2 019**	1 735
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	**2**	102
Dividendes à payer	**244**	222
Facturation par anticipation et dépôts de clients	**753**	729
Provisions	**126**	110
Tranche à court terme de la dette à long terme	**255**	—
Passifs dérivés courants	**—**	1
	3 499	3 299
Passifs non courants		
Provisions	**342**	219
Dette à long terme	**9 055**	7 493
Autres passifs non courants	**931**	649
Impôt sur le résultat différé	**1 936**	1 891
	12 264	10 252
Passif	**15 763**	13 551
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	**7 454**	8 015
	23 217 $	21 566 $

Tableaux consolidés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 31 décembre (en millions)	Trimestres 2014	Trimestres 2013	Exercices 2014	Exercices 2013
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	**312 $**	290 $	**1 425 $**	1 294 $
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	**468**	461	**1 834**	1 803
Impôt sur le résultat différé	**100**	98	**188**	21
Charge de rémunération fondée sur des actions	**15**	(22)	**74**	24
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	**22**	27	**87**	108
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	**(15)**	(27)	**(88)**	(200)
Autres	**10**	7	**(49)**	9
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	**5**	(108)	**(64)**	187
Entrées liées aux activités d'exploitation	**917**	726	**3 407**	3 246
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	**(654)**	(545)	**(2 373)**	(2 035)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	**(28)**	—	**(1 171)**	(67)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	**(3)**	(229)	**(49)**	(261)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	**(18)**	(8)	**(57)**	(24)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	**2**	—	**4**	1
Produit des cessions	**—**	5	**7**	12
Autres	**(12)**	(10)	**(29)**	(15)
Sorties liées aux activités d'investissement	**(713)**	(787)	**(3 668)**	(2 389)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation	**(233)**	(213)	**(913)**	(852)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	**(112)**	—	**(612)**	(1 000)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	**—**	(9)	**(300)**	(2)
Émission de titres de créance à long terme	**659**	1 180	**7 273**	4 619
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	**(684)**	(585)	**(5 450)**	(3 375)
Autres	**—**	(8)	**(13)**	(18)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	**(370)**	365	**(15)**	(628)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	**(166)**	304	**(276)**	229
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	**226**	32	**336**	107
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	**60 $**	336 $	**60 $**	336 $
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION				
Intérêts versés	**(129) $**	(114) $	**(412) $**	(364) $
Intérêts reçus	**1 $**	1 $	**2 $**	4 $
Impôt sur le résultat payé (reçu), montant net	**1 $**	(120) $	**(464) $**	(438) $

Information sectorielle (non audité)

Trimestres clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles 2014	Services mobiles 2013	Services filaires 2014	Services filaires 2013	Éliminations 2014	Éliminations 2013	Chiffres consolidés 2014	Chiffres consolidés 2013
Produits d'exploitation								
Produits externes	**1 744 $**	1 585 $	**1 384 $**	1 363 $	**— $**	— $	**3 128 $**	2 948 $
Produits intersectoriels	**15**	11	**44**	43	**(59)**	(54)	**—**	—
	1 759 $	1 596 $	**1 428 $**	1 406 $	**(59) $**	(54) $	**3 128 $**	2 948 $
BAIIA[1]	**629 $**	592 $	**372 $**	359 $	**— $**	— $	**1 001 $**	951 $
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre[2]	**188 $**	213 $	**382 $**	364 $	**— $**	— $	**570 $**	577 $
BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre	**441 $**	379 $	**(10) $**	(5) $	**— $**	— $	**431 $**	374 $

Produits d'exploitation	**3 128 $**	2 948 $
Achat de biens et services	**1 476**	1 349
Charge au titre des avantages du personnel	**651**	648
BAIIA	**1 001**	951
Amortissement des immobilisations corporelles	**366**	347
Amortissement des immobilisations incorporelles	**102**	114
Bénéfice d'exploitation	**533**	490
Coûts de financement	**115**	110
Bénéfice avant impôt	**418 $**	380 $

Exercices clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles 2014	Services mobiles 2013	Services filaires 2014	Services filaires 2013	Éliminations 2014	Éliminations 2013	Chiffres consolidés 2014	Chiffres consolidés 2013
Produits d'exploitation								
Produits externes	**6 587 $**	6 130 $	**5 415 $**	5 274 $	**— $**	— $	**12 002 $**	11 404 $
Produits intersectoriels	**54**	47	**175**	169	**(229)**	(216)	**—**	—
	6 641 $	6 177 $	**5 590 $**	5 443 $	**(229) $**	(216) $	**12 002 $**	11 404 $
BAIIA[1]	**2 727 $**	2 604 $	**1 489 $**	1 414 $	**— $**	— $	**4 216 $**	4 018 $
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre[2]	**832 $**	712 $	**1 527 $**	1 398 $	**— $**	— $	**2 359 $**	2 110 $
BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre	**1 895 $**	1 892 $	**(38) $**	16 $	**— $**	— $	**1 857 $**	1 908 $

Produits d'exploitation	**12 002 $**	11 404 $
Achat de biens et services	**5 299**	4 962
Charge au titre des avantages du personnel	**2 487**	2 424
BAIIA	**4 216**	4 018
Amortissement des immobilisations corporelles	**1 423**	1 380
Amortissement des immobilisations incorporelles	**411**	423
Bénéfice d'exploitation	**2 382**	2 215
Coûts de financement	**456**	447
Bénéfice avant impôt	**1 926 $**	1 768 $

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.

Communiqué de presse

TELUS Corporation
AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST DONNÉ PAR LA PRÉSENTE que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante cents (0,40 $) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation payable le 1er avril 2015 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2015.

Par ordre du conseil d'administration

Monique Mercier
Vice-présidente à la direction, Affaires corporatives, chef des services juridiques et secrétaire générale de TELUS

Vancouver, Colombie-Britannique
11 février 2015

Relations avec les investisseurs
1-800-667-4871
ir@telus.com

-30-